

L'analyse discursive de la Déclaration de politique générale du Premier ministre M. Jean Castex dans l'Assemblée nationale du 15 juillet 2020

Mrkela, Martina

Master's thesis / Diplomski rad

2024

Degree Grantor / Ustanova koja je dodijelila akademski / stručni stupanj: **University of Zadar / Sveučilište u Zadru**

Permanent link / Trajna poveznica: <https://um.nsk.hr/um:nbn:hr:162:414944>

Rights / Prava: [In copyright](#) / [Zaštićeno autorskim pravom.](#)

Download date / Datum preuzimanja: **2025-02-16**



Sveučilište u Zadru
Universitas Studiorum
Jadertina | 1396 | 2002 |

Repository / Repozitorij:

[University of Zadar Institutional Repository](#)



zir.nsk.hr



DIGITALNI AKADEMSKI ARHIVI I REPOZITORIJ

Sveučilište u Zadru

Odjel za francuske i frankofonske studije

Sveučilišni diplomski studij

Francuski jezik i književnost; smjer: nastavnički

Martina Mrkela

L'analyse discursive de la Déclaration de politique générale du Premier ministre M. Jean Castex dans l'Assemblée nationale du 15 juillet 2020

Diplomski rad

Zadar, 2024.

Sveučilište u Zadru

Odjel za francuske i frankofonske studije

Sveučilišni diplomski studij

Francuski jezik i književnost; smjer: nastavnički

**L'analyse discursive de la Déclaration de politique générale
du Premier ministre M. Jean Castex dans l'Assemblée
nationale du 15 juillet 2020**

Diplomski rad

Studentica:
Martina Mrkela

Mentorica:
izv. prof. dr. Barbara Vodanović

Zadar, 2024.



Izjava o akademskoj čestitosti

Ja, **Martina Mrkela**, ovime izjavljujem da je moj **diplomski** rad pod naslovom **L'analyse discursive de la Déclaration de politique générale du Premier ministre M. Jean Castex dans l'Assemblée nationale du 15 juillet 2020** rezultat mojega vlastitog rada, da se temelji na mojim istraživanjima te da se oslanja na izvore i radove navedene u bilješkama i popisu literature. Ni jedan dio mojega rada nije napisan na nedopušten način, odnosno nije prepisan iz necitiranih radova i ne krši bilo čija autorska prava.

Izjavljujem da ni jedan dio ovoga rada nije iskorišten u kojem drugom radu pri bilo kojoj drugoj visokoškolskoj, znanstvenoj, obrazovnoj ili inoj ustanovi.

Sadržaj mojega rada u potpunosti odgovara sadržaju obranjenoga i nakon obrane uređenoga rada.

Zadar, 3. rujna 2024.

Table des matières

1.L'introduction.....	6
2.L'analyse du discours.....	7
3.1.La linguistique du discours	8
3.2.L'analyse critique du discours.....	11
3.3.La sémiotique sociale	12
3.4.L'analyse du discours politique.....	16
3.4.1.L'usage de la langue en discours politique	17
4.L'approche méthodologique	18
4.1.Le niveau du texte individuel	20
4.1.1.La Perspective – Qui parle ?	21
4.1.2.Nomination et prédication	22
4.1.3.Analyse de la structure du sujet : de quoi parle – t – on et le cadrage des expressions ..	24
4.2.Le niveau de discours	27
4.3.Le niveau de la société	29
4.3.1.Le discours et le pouvoir	30
5.1.Analyse textuelle	34
5.2.Interprétation	36
5.3.Analyse syntaxique	36
5.4.L'analyse lexicale	37
5.5.Stratégies de discours	38
5.6.Marqueurs pragmatiques	39
5.7.Analyse contextuelle	40
6.La conclusion	41
7.Bibliographie.....	42

1. L'introduction

L'analyse du discours, une interdiscipline, offre des perspectives enrichissantes pour comprendre comment le langage structure et reflète les dynamiques sociales et les relations de pouvoir. Dans ce travail, je m'appuie principalement sur les théories et les concepts développés par Sylvia Bendel Larcher dans son ouvrage fondateur « *L'analyse du discours* ». Larcher propose une approche détaillée et nuancée de l'analyse du discours, intégrant des méthodologies issues de la linguistique du discours, de l'analyse critique du discours et de la sémiotique sociale. Dans les pages qui suivent, je tenterai de suivre les lignes directrices établies par Larcher pour explorer les multiples dimensions du discours. J'analyserai comment les structures discursives influencent et sont influencées par les contextes sociaux et historiques. En tenant compte des recommandations de Larcher, j'examinerai non seulement les éléments linguistiques internes aux textes, mais également les conditions externes qui les entourent. Cette approche holistique me permettra d'offrir une compréhension plus profonde des discours en tant que pratiques sociales.

Tout au long de ce travail, j'examinerai l'analyse du discours à plusieurs niveaux. Dans un premier temps, je me concentrerai sur les caractéristiques linguistiques et les stratégies rhétoriques utilisées dans les textes, en identifiant les motifs récurrents et les structures syntaxiques dominantes. Ensuite, je situerai ces textes dans leurs contextes sociaux et historiques pour vérifier comment ils servent à maintenir ou à contester les idéologies dominantes. Enfin, je m'appuierai sur les principes de la sémiotique sociale pour comprendre comment les discours sont intégrés dans des systèmes plus larges de signification et de pouvoir. En utilisant les méthodologies proposées par Larcher, je démontrerai, dans les chapitres suivants, comment les discours peuvent être déconstruits pour révéler les mécanismes sous-jacents de la communication et de la persuasion. J'aborderai également le rôle central des discours dans la formation des identités sociales et politiques. Cette analyse approfondie vise à montrer que les discours ne sont pas des entités statiques, mais des processus dynamiques en constante évolution.

L'objectif de cette étude, que je développerai dans les pages suivantes, est de fournir une compréhension meilleure des discours, en montrant comment ils sont utilisés pour façonner notre perception du monde et influencer nos interactions sociales. En suivant les travaux de

Sylvia Bendel Larcher, ce travail contribue à une meilleure compréhension de la manière dont le langage fonctionne à la fois comme reflet et moteur des dynamiques sociales et politiques.

2. L'analyse du discours

Qu'est – ce qu'un discours ? Pour répondre à cette question, il n'y a pas moyen de contourner l'œuvre du philosophe français Michel Foucault (1926 – 1984) et de Zellig Harris (1909. – 1992.) qui était un linguiste américain influent, un syntaxiste mathématique et un méthodologiste des sciences. Sémiticien à l'origine, il est surtout connu pour ses travaux en linguistique structurale et en analyse du discours et pour la découverte de la structure transformationnelle du langage.

Foucault était un penseur, dans l'œuvre duquel a été développé le concept de discours, parmi de nombreuses autres pensées et théories.

Par discours, Foucault entend toutes sortes d'énoncés tels que des textes, des termes ou des concepts qui circulent dans une société, c'est – à – dire qui circule sur un sujet précis. Le discours définit le langage, mais aussi la façon de penser, la position de la société sur un sujet. C'est là que se développent les règles non écrites, comment parler du sujet et ce qui pourrait être tabou. En fin de compte, le discours décide même si et comment une action est entreprise par rapport à cette question.

Un exemple des premiers travaux de Foucault est le discours sur la folie. Foucault analyse ici ce qui se passe lorsque la société classe les gens comme des fous ou des malades mentaux, et ce qui est considéré comme un comportement « normal » et « anormal ». C'est nécessaire à voir à quel point il en fallait de peu pour être considéré comme un fou et être exclu de la société. Aujourd'hui, cette frontière s'est déplacée et les services psychiatriques ne se trouvent plus seulement dans les sous – sols d'un hôpital.

Foucault a ensuite analysé les discours sur la sexualité, entre autres, avec des résultats tout aussi intéressants. L'analyse du discours porte presque toujours sur des sujets qui ont une grande pertinence sociale ou une force explosive. Foucault a reconnu que le discours porte toujours sur le pouvoir et la connaissance. Le pouvoir affecte le discours – qui n'est ni positif ni négatif, mais doit être pris en compte. Il est également mentionné par Bendel Larcher, j'y reviendrai donc dans le chapitre sur le discours et le pouvoir. (Foucault, 1968, pp. 44-52)

Zellig Harris était une figure pionnière dans le domaine de la linguistique et ses travaux ont jeté les bases de ce que l'on appelle aujourd'hui l'analyse du discours. Contrairement à certaines interprétations, Harris a explicitement introduit le terme « analyse du discours » dans son article

fondateur de 1952, dans lequel il a développé une méthode formelle pour analyser le langage au-delà du niveau de la phrase. Son approche était révolutionnaire car elle étendait les principes de la linguistique structurale à tous les textes, plutôt que de se limiter à des phrases isolées. La contribution clé de Harris inclut le concept de structure distributionnelle, où il a examiné comment les morphèmes et autres éléments linguistiques sont organisés au sein du discours. De plus, ses idées sur la grammaire transformationnelle et les sous-langues étaient cruciales pour comprendre comment le langage fonctionne dans des contextes spécifiques et dans différentes formes de communication.

« Le langage ne se présente pas sous forme de mots ou de phrases isolés, mais dans un discours cohérent – depuis un énoncé d'un seul mot jusqu'à une œuvre en dix volumes, depuis un monologue jusqu'à un argument d'Union Square. »¹
(Harris, 1952, p.3)

Le travail de Harris n'est pas seulement fondamental ; elle est cruciale pour le développement de l'analyse du discours en tant que domaine d'étude systématique au sein de la linguistique.

3. Les domaines de l'analyse du discours selon Sylvia Bendel Larcher

L'analyse du discours est une méthode ou une perspective qui a conquis les sciences sociales et humaines depuis plusieurs décennies. Cependant, les perspectives individuelles diffèrent parfois largement et on se demande si l'analyse du discours peut être considérée comme une « méthode » au sens scientifique classique. Il est nécessaire de clarifier ce qu'est un discours, car l'idée d'une réalité organisée discursivement est probablement la différence la plus significative avec d'autres méthodes et perspectives.

3.1. La linguistique du discours

La linguistique du discours représente une perspective analytique qui dépasse les limites de la simple phrase pour se concentrer sur des textes entiers et les réseaux sémantiques qui les relient. Cette approche, fondée sur la linguistique structurale, a été inaugurée par des chercheurs comme

¹ Mentionnant des exemples aussi divers que le « monologue » ou le « débat d'Union Square », Harris reconnaît la diversité des types de discours. Cela reflète une approche diversifiée de l'analyse du discours elle-même, qui s'applique à toutes sortes de pratiques discursives, pour étudier la manière dont les significations sont construites.

Zellig Harris, qui a introduit l'idée d'une « analyse du discours » dans les années 1950. Harris a souligné que la langue ne pouvait être comprise uniquement au niveau de la phrase, mais devait être envisagée dans son contexte plus large, en tenant compte des relations distributionnelles des éléments linguistiques au sein d'un discours (Harris, 1952, pp. 3 – 7). Contrairement à une analyse sémantique classique, Harris a étendu la linguistique structurale à l'ensemble des textes en cherchant à comprendre comment la langue fonctionnait à travers différents sous – langages et formes de communication. Cette perspective a transformé la linguistique en l'ouvrant à des questions plus larges de structure textuelle et de relations contextuelles entre les éléments linguistiques. Harris a ainsi posé les bases d'une compréhension systématique de la façon dont la langue participe aux processus communicationnels au – delà de la phrase isolée.

La linguistique du discours s'est par la suite développée pour inclure des théories plus nuancées sur la manière dont les textes s'inscrivent dans les dynamiques sociales. Maurice Pecheux a été l'un des théoriciens les plus influents à élargir cette perspective en introduisant la notion d'interpellation idéologique. Dans son ouvrage *Les Vérités de La Palice*, Pecheux explique que tout discours est enraciné dans des conditions sociales et historiques spécifiques, et qu'il reflète ces conditions tout en les reproduisant. Il souligne que le discours n'est pas simplement une série de phrases ou de mots, mais une pratique sociale complexe qui inclut des idéologies sous-jacentes. L'analyse du discours devient ainsi un outil pour révéler les mécanismes idéologiques qui sous-tendent la communication quotidienne et les textes politiques. (Pecheux, 1975, p. 68) De même, Patrick Charaudeau a contribué de manière significative à la linguistique du discours en s'intéressant particulièrement aux discours médiatiques et à la manière dont les médias construisent la réalité sociale. Dans *Le discours d'information médiatique* (Charaudeau, 1997, pp. 112-114), Charaudeau adopte une approche plus descriptive que celle de Pecheux, en se concentrant sur les stratégies discursives et les mécanismes de construction du sens sans émettre de jugement politique ou idéologique. Son approche met en lumière comment les structures textuelles et les choix lexicaux peuvent influencer la perception publique et la réception des informations. Il affirme que les médias, par leur construction du sens, jouent un rôle fondamental dans la formation des opinions publiques, influençant ainsi la sphère politique de manière subtile mais profonde.

Cependant, l'approche de l'analyse du discours ne se limite pas aux seuls aspects linguistiques ou idéologiques. Une contribution importante à cette discipline vient de l'interdisciplinarité, comme le montre Sylvia Bendel Larcher dans son travail sur l'analyse discursive et historiologique. En combinant des méthodes provenant de plusieurs disciplines, Bendel Larcher

met en évidence l'importance d'aborder le discours non seulement comme un phénomène linguistique mais également comme un phénomène historique et social. Elle propose une analyse interdisciplinaire qui examine les dimensions géographiques, temporelles, textuelles et thématiques des discours, permettant ainsi une compréhension plus globale et dynamique des textes. (Bendel Larcher, 2023, pp. 47-49) Bendel Larcher applique cette méthodologie à des corpus de textes historiques, tels que les édits socio-économiques du Moyen Âge, démontrant comment ces documents non seulement reflètent mais aussi structurent les réalités sociales de leur époque. En analysant les édits en tant que discours, elle révèle leur rôle dans la formation des structures sociales, des hiérarchies de pouvoir et des dynamiques économiques.

Dans son article récent, « *Interdisciplinary approach to studying written nomadic sources in the context of modern historiology* » (Bendel Larcher, 2023), Bendel Larcher identifie six dimensions principales de l'analyse du discours : le thème, la localisation géographique, la période temporelle, le médium, les participants, et le type de texte. Ces dimensions permettent d'analyser les discours en fonction de leur contexte spécifique et de révéler les structures sociales qu'ils contribuent à maintenir ou à transformer. Cette approche interdisciplinaire est particulièrement utile pour comprendre les discours dans leur complexité et leurs interactions avec les changements historiques et sociaux. Par exemple, en examinant les édits historiques, Bendel Larcher montre comment des textes apparemment simples, tels que des documents légaux, peuvent en fait refléter des changements sociaux profonds, tels que les transformations des systèmes de propriété foncière ou les ajustements des structures de pouvoir à travers les siècles. (Bendel Larcher, 2023)

Ce type d'approche peut être appliqué à l'analyse des discours politiques contemporains, comme celui de Jean Castex. Le discours de Castex, prononcé lors de l'Assemblée nationale en 2020, utilise des thèmes récurrents de crise, de solidarité nationale et de réformes économiques pour orienter la perception publique et inciter à l'action collective. En utilisant les dimensions proposées par Bendel Larcher, on peut analyser ce discours non seulement en termes de son contenu linguistique, mais aussi en termes de sa fonction dans le contexte social et politique actuel. Par exemple, le thème de la crise économique et sanitaire est intimement lié à des dynamiques sociales plus larges, telles que la fragilisation du tissu économique et la nécessité de réformes structurelles. En utilisant une approche interdisciplinaire, il devient possible de voir comment ces discours sont non seulement des réponses immédiates à des crises, mais aussi des tentatives pour façonner les politiques publiques et les perceptions sociales à long terme. (Bendel Larcher, 2023)

L'analyse du discours telle qu'explorée par Bendel Larcher, mais aussi par des figures comme Harris, Pecheux, et Charaudeau, démontre donc que le discours ne se limite pas à la langue. Il s'agit d'un processus social qui structure la réalité elle – même. L'approche interdisciplinaire proposée par Bendel Larcher nous invite à dépasser les frontières strictement linguistiques pour intégrer des éléments historiques, sociologiques, et géographiques dans l'analyse. Cela permet non seulement de mieux comprendre les textes et les discours dans leur contexte, mais aussi de révéler les dynamiques sociales sous – jacentes qui influencent ces textes et que ces textes, à leur tour, influencent.

L'influence de cette approche interdisciplinaire s'étend également à d'autres domaines de l'analyse discursive, tels que l'analyse des discours politiques, des médias, et des interactions quotidiennes. Elle permet d'enrichir notre compréhension de la manière dont les discours façonnent et sont façonnés par les forces sociales, historiques et idéologiques. Par conséquent, la linguistique du discours, lorsqu'elle est abordée de manière interdisciplinaire, offre un cadre analytique puissant pour révéler les mécanismes sous – jacents de la communication, du pouvoir, et du changement social. (Bendel Larcher, 2015, p. 39)

3.2. L'analyse critique du discours

L'analyse critique du discours a émergé dans les années 1990 par une association de chercheurs de toute l'Europe poursuivant un projet scientifique critique. Les participants ont travaillé avec des concepts théoriques et des méthodes d'analyse différents, c'est pourquoi on a longtemps parlé d'écoles différentes (Ecole de Vienne, Ecole de Duisbourg, Ecole britannique). L'analyse critique du discours est définie aujourd'hui par diverses revues et conférences à travers le monde.

« Toutes les approches de l'analyse critique du discours ont deux caractéristiques en commun :

1. Le point de départ de la recherche n'est pas un sujet ou une question linguistique, mais un problème social tel que le racisme, l'antisémitisme, le nationalisme, le sexisme ou l'inégalité sociale.
2. Une science purement descriptive et donc aussi objective que possible est renoncée d'emblée au profit d'une science critique liée à l'engagement politique des personnes socialement défavorisées. »² (Bendel Larcher, 2015, p. 45)

² L'analyse critique du discours se concentre sur le traitement des problèmes sociaux tels que le racisme, le sexisme et les inégalités, et non seulement sur les problèmes linguistiques. Il s'agit d'une approche engagée et politiquement motivée qui vise à révéler et à remettre en question les dynamiques de pouvoir et d'injustice dans la société, en donnant la priorité aux luttes des groupes marginalisés.

Le terme « critique » a été adopté à partir de la théorie critique telle que formulée dans les années 1950 par la soi – disant école de Francfort.³ (Carroll, 2023) Il s'agissait d'un mouvement essentiellement marxiste qui poursuivait l'objectif de découvrir les structures de pouvoir et les idéologies cachées dans la société par le biais d'un travail d'analyse et d'aider ainsi les personnes opprimées à parvenir à leur émancipation. L'analyse critique du discours vise également à éclairer les gens et contribuer ainsi à plus d'égalité et de justice dans la société.

Le concept de discours dans l'analyse critique du discours diffère de celui de la linguistique du discours. Pour l'analyse critique du discours, un discours n'est pas une collection de textes ou un ensemble d'énoncés, mais une pratique sociale à travers laquelle le monde social est construit, reproduit et entretenu.

Les représentants de l'analyse critique du discours s'intéressent surtout aux idéologies sociales et aux relations de pouvoir. Quelles sont les croyances collectives que les membres de la société utilisent pour motiver, guider et légitimer leurs actions ? Quelles relations de domination et de soumission deviennent visibles et comment affectent – elles les chances et l'identité des personnes impliquées ? (Bendel Larcher, 2015, p. 45)

En ce qui concerne l'analyse des textes collectés, les tenants de l'analyse critique du discours plaident pour l'éclectisme. Cela signifie qu'on choisit les méthodes qui correspondent au matériel et à la question. Cependant, comme pour la linguistique du discours, le travail se fait toujours avec des concepts et des termes linguistiques. Ainsi, on essaie d'abord d'avoir une vue d'ensemble du contexte situationnel et médiatique et de la structure thématique approximative des textes avant d'examiner les formes de phrases individuelles, les arguments, les métaphores, les nominalisations, etc. (Kerbat-Orecchioni, 2009, p. 11) Contrairement à la sémantique et à la linguistique du discours, l'analyse critique du discours ne s'arrête pas à la reconstruction du discours, mais s'interroge sur les structures sociales qui sont façonnées par le discours et ont un effet sur lui. Afin de pouvoir relier le niveau macro de la société et le niveau micro des fragments de discours individuels, un concept médiateur est nécessaire au niveau méso. (Bendel Larcher, 2015, p. 45)

3.3. La sémiotique sociale

« La sémiotique sociale est une forme d'analyse des communications multimodales qui combine la sémiotique classique avec une théorie dans le but

³ La théorie cherchait à analyser la société en mettant l'accent sur les structures de pouvoir et d'oppression afin de mieux les comprendre et les remettre en question.

de comprendre le processus social de production de sens et son interaction avec les relations sociales de pouvoir. Alors qu'au départ l'accent était mis sur l'analyse des images, aujourd'hui tous les modes de communication sont passés en revue. Les initiateurs dans le développement de la sémiotique sociale sont Kress et van Leeuwen. »⁴ (Bendel Larcher, 2015, p. 47)

La sémiotique structuraliste examine les signes finis (linguistiques) pour eux – mêmes, sans égard à la production et au contexte d'utilisation. Elle part de la distinction entre un côté forme (signifiant) et un côté contenu du signe (signifié), qui est encore courant aujourd'hui, et est basé sur Saussure. On distingue les signes indexicaux, iconiques et symboliques. Les signes symboliques sont considérés comme arbitraires, les signes indexicaux et iconiques sont motivés.

Selon Larcher, Barthes a préconisé de tenir davantage compte du contexte linguistique et physique des images dans l'analyse et l'interprétation. Il fait la distinction entre la dénotation des images, qui est ce qu'on voit et reconnait dans l'image, et la connotation, qui sont les idées et les valeurs véhiculées par l'image. (Bendel Larcher, 2015, p. 49)

La sémiotique sociale ne place plus le signe au centre de ses réflexions, mais plutôt les utilisateurs de signes et la question associée de ce qu'ils veulent ou font lorsqu'ils utilisent des signes.

« Le point de départ est la grammaire fonctionnelle de Halliday qui, contrairement à la linguistique systémique, ne s'interroge plus sur la structure du langage, mais sur sa fonction. Halliday distingue trois fonctions des signes (linguistiques) :

1. Fonction idéationnelle : capacité du signe à représenter des aspects du monde tels qu'ils sont perçus par l'utilisateur du signe.
2. Fonction de contact (fonction interpersonnelle) : capacité du signe à établir une relation entre l'expéditeur et le destinataire et à créer une vue spécifique de l'objet représenté
3. Fonction textuelle. La capacité du signe à relier des signes disparates en un tout cohérent. »⁵ (Kress & van Leeuwen, 2001, str. 44)

À l'instar de la sémiotique structurale, les signes sont envisagés comme une combinaison de forme et de sens, mais, et c'est là le point crucial, non pas comme des porteurs de sens tout faits, mais comme des ressources pour les utilisateurs de signes pour leur production très individuelle de sens. L'idée : les interacteurs ont certaines idées, pensées et sentiments, et ils ont l'intention

⁴ La sémiotique sociale affecte l'analyse du discours incluant tous les modes de communication, tels que les images, les gestes et les sons, comme porteurs de sens. Cela permet de mieux comprendre la construction du sens, en prenant en compte les relations de pouvoir et les contextes multimodaux.

⁵ La sémiotique sociale utilise les signes comme une ressource flexible que les individus utilisent en fonction de leur contexte, contrairement à la sémiotique structurelle qui considère les signes comme des entités fixes.

de faire une certaine communication. Parmi les ressources sémiotiques culturellement disponibles, ils sélectionnent celles qu'ils jugent les plus adaptées à leurs objectifs (et qu'ils maîtrisent) et en font leur message actuel. Les signes sont donc moins utilisés dans la communication que produits.

Non seulement les signes linguistiques sont à la disposition des personnes qui interagissent, mais tous les instruments de communication : la voix, les gestes, bruits, musique, images, film, mise en page, couleurs, vêtements, design de produit, architecture, etc. Les modes qu'elle choisit et comment elle les combine en personnages complexes fait partie du design.

Étant donné que la production de signes dépend toujours des intentions des utilisateurs de signes, Kress et van Leeuwen ne considèrent pas les signes comme arbitraires mais comme toujours motivés, motivés par l'intention de communiquer quelque chose. La distinction entre signes indexicaux, iconiques et symboliques est également abandonnée. (Bendel Larcher, 2015, p. 48)

Deux questions sont au cœur de la sémiotique sociale :

Quels sont les potentiels de signification des outils de communication ?

Quelles significations créent les utilisateurs des signes concrètement ?

Sur le point 1 : Tous les outils de communication ne possèdent pas le même potentiel pour générer du sens. Par exemple, le langage est fondamentalement temporel, comme une succession d'informations, tandis que l'image est spatialement organisée. Il est facile de construire une argumentation logique avec un texte verbal, mais la simultanéité est difficile à présenter. Ce qui est particulièrement important est communiqué avec facilité par la mise en page, grâce à des caractères gras ou majuscules et un emplacement central sur la page. Les faits peuvent être difficiles à transmettre par la musique, mais des ambiances peuvent être créées. Pour chaque mode de communication, il est essentiel de déterminer ce qui peut et ne peut pas être transmis.

Sur le point 2 : La sémiotique sociale examine les signes qui sont préférés dans une société spécifique à un moment historique spécifique et comment ils sont reçus. Cela permet de faire des déclarations sur le répertoire sémiotique d'une société et ses préférences sociales. Par exemple, les manuels scolaires contenaient beaucoup de texte jusqu'à l'époque des années 1950. Les images n'étaient utilisées que pour l'illustration, tandis qu'aujourd'hui l'image n'est pas seulement utilisée plus fréquemment, mais également comme une forme indépendante de transmission d'informations et d'instructions que vous pouvez retirer d'une exposition au musée.

Lorsque les acteurs interagissent et créent des signes à ce moment et en ce lieu en fonction de leurs intentions, cela ne signifie pas que les résultats sont entièrement individuels. Au contraire, les acteurs recourent à ces signes culturellement préformés qu'ils estiment que leurs destinataires comprennent.

Or, pour être compris, les acteurs utilisent ces signes préexistants qui sont considérés comme partagés et communément compris dans leur culture. Les signes sont donc à la fois motivés et conventionnels.

Ces conventions ne sont pas temporelles mais aussi spécifiques à la culture. Cependant, au sein d'une société et d'une période historique, ils peuvent être considérés comme relativement stables et donc socialement contraignants.

L'aspect sociétal de la sémiotique sociale entre désormais en jeu avec les conventions : en adhérant aux conventions sémiotiques, les personnes en interaction adoptent également les conditions sociales qui y sont inscrites. Une convention est – l'effet du pouvoir social au fil du temps. Par exemple, lorsqu'une mariée permet à son père de la conduire à l'autel, elle perpétue une pratique séculaire consistant à présenter le mariage comme le transfert de la fille de la tutelle du père à la tutelle du mari, même si aujourd'hui ce transfert n'est pas un légal, mais n'a qu'une signification symbolique. Quiconque se laisse photographier bras dessus bras dessous devant la tour Eiffel et poste la photo sur Facebook suit des formes socialement acceptées de visiter Paris et de mettre en scène l'amitié. (Bendel Larcher, 2015, p. 50)

Les signes peuvent être combinés et assemblés en modèles conventionnels d'interaction multimodale. C'est ce qu'on appelle les genres. Les genres se situent à l'intersection entre les personnages et la société, faisant la médiation entre la sémiotique et la pratique sociale. Une lettre de candidature est, d'une part, un écrit de conception conventionnelle et donc un signe complexe, d'autre part, c'est une véritable application à une entreprise et, dans cette mesure, une pratique sociale. Les genres projettent et réalisent des relations sociales. Par exemple, la mise en page d'une page d'accueil peut indiquer si le site Web est plutôt destiné à l'information ou à la navigation ou même à l'interaction avec les autres. Cependant, toutes les représentations du monde sont nécessairement partielles, elles ne présentent toujours qu'une sélection d'informations, et elles sont faites à partir d'une position physique et sociale spécifique. Toute représentation du monde est donc idéologique. (Kress & van Leeuwen, 2001, str. 123)

L'objectif d'une analyse sémiotique multimodale est donc aussi de déterminer et de commenter de manière critique les idéologies inscrites dans les conventions de représentation. Un exemple d'idéologie qui a été reproduite des centaines de fois est la pratique consistant à photographier les Africains pendant les famines de telle sorte qu'ils apparaissent comme des victimes de

catastrophes naturelles, tout en ignorant les effets des structures postcoloniales et de la spéculation alimentaire.

De nombreux représentants de la sémiotique sociale considèrent leur travail comme une analyse critique du discours. Ils veulent montrer comment l'inégalité sociale se produit et se reproduit non seulement avec des textes verbaux, mais avec tous les modes de constitution du sens. Ce qui relie la sémiotique sociale à l'analyse du discours est la question centrale de savoir quels objets personnes sont représentés (ou ignorés), quels intérêts les utilisateurs de signes poursuivent avec cette forme de représentation et quelles conséquences cette représentation a pour les personnes concernées. La sémiotique sociale est une ressource méthodologique indispensable pour l'analyse du discours dès lors que l'on considère les communications multimodales.

La sémiotique sociale présente les signes comme des ressources de production de sens, soulignant que les utilisateurs de signes choisissent parmi diverses représentations celle qui leur convient le mieux. (Kress & van Leeuwen, 2001, str. 79)

3.4. L'analyse du discours politique

La réalité politique se négocie dans le langage. Notre perception indépendante de la langue de l'environnement immédiat à travers l'expérience primaire est inséparablement liée et imprégnée par les énoncés linguistiques avec lesquels nous et nos semblables communiquons sur la réalité. Parler de notre monde extérieur influence (déjà) notre image de la réalité dans le choix des mots. Nos catégories de perception sont ainsi prédéterminées par des concepts. En période de crise économique, notre perception de l'évolution économique générale, telle qu'elle est façonnée et communiquée par les médias, nous incite, par exemple, à reconsidérer plus fondamentalement les décisions d'achat importantes, que la crise ait déjà laissé ou non des traces négatives sur notre (propre) circonstances économiques laissées ou non.

Étant donné que la production et la compréhension de chaque énoncé linguistique sont ancrées dans des contextes textuels et conversationnels, on peut dire que la politique est le sujet de discours dans lesquels la validité des points de vue et des opinions est lutée. Seuls ceux qui se rendent visibles par leurs positions dans (les) discours peuvent atteindre leurs concitoyens. Rien n'est dit ici quant à savoir s'il est capable de les influencer ou de les convaincre. Chaque gouvernement fédéral, quelle que soit sa couleur, veille toujours à faire preuve d'optimisme,

surtout en temps de crise, et à montrer des voies de sortie qui répandront la confiance. (Bendel Larcher, 2015, pp. 74-75)

À cet égard, la question se pose de savoir quelle approche convient pour décrire l'usage du langage politique. La séparation du contenu politique et du langage politique est fondamentale. Tous ceux qui s'intéressent au discours politique et y sont impliqués devraient savoir clairement s'ils commentent la pertinence du choix des mots par rapport au contenu politique ou s'ils discutent du contenu lui – même. Dans le premier cas, il s'agit « uniquement » de la description et de la réflexion des moyens linguistiques – par exemple la question : peut – on parler de « surabondance de retraités » ou l'usage du mot est – il discriminatoire envers les personnes âgées ? Dans le second cas, l'accent est mis sur l'évaluation de la situation politique elle – même – dans ce cas, l'évolution démographique et les conséquences pour la prévoyance vieillesse. (Bendel Larcher, 2015, pp. 83-84)

Cette séparation du niveau de description et d'évaluation montre également clairement que le contenu dans une démocratie est et restera toujours controversé. De plus, un contenu politique controversé dans le langage ne peut pas être répondu de telle manière qu'une désignation ou une formulation spécifique soit objectivement correcte ou incorrecte. Au contraire, le débat d'opinion différencié comprend la prise de conscience et, si nécessaire, la discussion sur le mode d'expression approprié. Une forme de société et de gouvernement qui dépend de la communication sous cette forme nécessite des citoyens responsables qui savent écouter et faire la différence entre les mots et le contenu politique. La discussion sur la question de savoir si une culture supérieure devrait être formatrice dans la société ouest – allemande doit être strictement séparée de la question de savoir si le terme culture supérieure lui – même – ou plutôt son utilisation dans le discours – a une connotation culturellement discriminatoire à l'égard des minorités. En effet, nous supposons que les idéologies sont la base de la mémoire sociale partagée par les groupes. Ainsi, comme au sein d'une même société ou culture il existe de nombreuses idéologies, nous devons restreindre les idéologies aux groupes ou aux mouvements sociaux. (van Dijk, 1998, p. 12)

3.4.1. L'usage de la langue en discours politique

L'analyse de l'usage de la langue dans le discours politique révèle son rôle crucial dans la formation de l'opinion publique, l'encadrement des débats politiques et l'affirmation de la domination idéologique. La langue politique est souvent utilisée stratégiquement pour persuader, manipuler et contrôler le récit. Ce discours se caractérise par des techniques

rhétoriques, des métaphores et des choix lexicaux spécifiques visant à construire la réalité de manière à aligner les objectifs de l'orateur. (Bendel Larcher, 2015, p. 93)

Dans les contextes politiques, la langue n'est pas seulement un outil de communication mais un mécanisme de pouvoir. Le choix des mots, l'encadrement des arguments et les stratégies rhétoriques utilisées peuvent influencer considérablement la façon dont les messages sont reçus et interprétés par le public. Cet usage de la langue implique diverses techniques :

Stratégies rhétoriques : Les politiciens utilisent un langage persuasif pour convaincre l'audience de leurs points de vue. Cela inclut l'utilisation de l'ethos (crédibilité), du pathos (appel émotionnel) et du logos (arguments logiques).

Métaphores et symbolisme : Ceux – ci sont utilisés pour créer des images puissantes et des associations dans l'esprit de l'audience, rendant les idées complexes ou abstraites plus accessibles et mémorables.

Encadrement : La manière dont les problèmes sont présentés (encadrés) peut influencer la perception du public. En soulignant certains aspects et en minimisant d'autres, les politiciens peuvent orienter l'audience vers une interprétation particulière.

Choix lexicaux : Les choix de mots spécifiques peuvent évoquer des émotions et des connotations particulières. Par exemple, se référer à une politique comme une « réforme » plutôt qu'une « réduction » peut façonner la perception du public de manière positive ou négative.

Stratégies discursives : Cela implique la structuration plus large du discours, comme la répétition, les contrastes et l'utilisation d'anecdotes pour rendre les arguments plus convaincants.

Construction identitaire : Les politiciens utilisent souvent la langue pour construire leurs identités et celles de leurs opposants, cherchant à se bâtir une image publique favorable tout en discréditant leurs rivaux.

En somme, l'usage stratégique de la langue dans le discours politique est un processus sophistiqué visant à atteindre des résultats politiques souhaités, qu'il s'agisse de gagner le soutien pour des politiques, de miner l'opposition ou d'améliorer l'image publique de l'orateur. (Bendel Larcher, 2015, pp. 102-105)

4. L'approche méthodologique

Chaque discipline scientifique a une méthodologie, c'est – à – dire une description de la façon d'arriver à des déclarations mutuellement vérifiables sur un objet d'une manière systématique et vérifiable. La méthodologie doit s'appuyer sur les fondements théoriques de la discipline. La méthodologie doit être distinguée de la méthodologie en tant que théorie des méthodes utilisées pour examiner certains objets de la manière la plus opportune.

Dans les sciences humaines et sociales, une distinction fondamentale est faite entre les méthodes quantitatives et qualitatives. Avec les méthodes quantitatives, de grands corpus sont examinés à l'aide d'analyses statistiques. L'objectif est de formuler des affirmations représentatives et statistiquement fondées sur l'occurrence des phénomènes sociaux ainsi que sur leur interdépendance mutuelle. Avec les méthodes qualitatives, de petits corpus ou des cas individuels sont examinés à l'aide de méthodes herméneutiques – interprétatives. L'objectif est d'interpréter les phénomènes sociaux et de les comprendre dans leur contexte.

La majorité de l'analyse linguistique du discours est fondé sur la recherche qualitative. Les textes considérés comme typiques du discours sélectionné sont analysés et interprétés en profondeur. À partir de plusieurs analyses particulières, on tente de reconstituer l'ensemble du discours. Selon Bendel Larcher, quelques textes suffisent souvent à saisir les fils conducteurs d'un discours social.

Dans son livre, Bendel Larcher décrit comment un groupe croissant de linguistes effectuent une analyse du discours en utilisant les méthodes de la linguistique de corpus et travaillent ainsi par principe de l'analyse quantitative.

En linguistique de corpus, de grands corpus disponibles en format électronique sont évalués à l'aide de programmes de concordance. Cela nous permet de déterminer rapidement la fréquence à laquelle certains mots ou combinaisons de mots apparaissent dans un texte. Les tests de représentativité fournissent des informations indiquant si certaines combinaisons de mots sont significativement plus fréquentes que d'autres.

Bien que plus ou moins limitées au niveau lexical, de telles analyses de terrain peuvent fournir un aperçu perspicace des acteurs, objets, actions et événements centraux dans le discours étudié. Les méthodes quantitatives sont particulièrement populaires dans l'analyse du discours médiatique et conviennent pour découvrir différentes positions politiques dans différents journaux ou rendre visibles les changements discursifs dans leur cours historique.

Cependant, les programmes de concordance ne peuvent pas examiner les phénomènes linguistiques qui couvrent des groupes de mots, tels que les arguments, et échouent en discernement de dispositifs stylistiques discursifs significatifs tels que les allusions ou les

métaphores. Ils ne montrent donc qu'une partie très limitée du discours examiné. (Gür-Şeker, 2014, p. 585)

Dans son manuel, Sylvia Bendel – Larcher se borne à présenter des méthodes qualitatives. La méthodologie linguistique du discours reconnue n'existe pas. Au contraire, il existe un grand nombre de suggestions méthodologiques et de considérations méthodologiques, dans lesquelles il est souligné à plusieurs reprises que les méthodes doivent être adaptées à des questions spécifiques. Elle essaie de présenter une méthodologie complète, non seulement pour les textes écrits, mais aussi pour les textes oraux et aussi pour les images.

Dans le travail sur des textes, outre la connaissance des méthodes, l'instinct est toujours de mise : malgré tous les outils, l'herméneutique est et reste un art de comprendre.

Dans un chapitre séparé, ce manuel montre comment créer un corpus de textes pour l'étude analytique du discours, qui sera le point de départ de l'analyse, après quoi vient l'analyse du discours elle – même.

L'analyse a été divisée en trois niveaux pour favoriser une approche systématique :

Le niveau du texte isolé : analyse et interprétation méticuleuse des textes sélectionnés afin de déterminer la vision du monde qui s'y propage.

Le niveau de discours : recherche de schémas d'argumentation, d'interprétation et d'action récurrents dans plusieurs textes afin de reconstruire le discours sur un sujet

Le niveau de la société : construire des ponts entre les textes et les structures sociales afin de reconnaître les savoirs, les idéologies et les rapports de force de l'époque.

Cette séparation en trois niveaux différents est exclusivement faite pour la recherche. En réalité, chaque texte fait déjà partie d'un discours et ne doit pas être considéré isolément ; et tout discours est ancré dans une société et ne doit pas être analysé sans elle. Mais d'un point de vue purement pratique, il faut commencer par l'analyse quelque part, et il s'est avéré utile d'examiner d'abord les textes isolés dans leurs moindres détails avant de les considérer comme un tout dans le discours et la société.

Considérant le fait que l'objet de mon analyse soit le discours du Premier ministre Castex sur la base du texte transcrit, je me laisserai guider par l'analyse du texte individuel. Je vais m'appuyer sur l'analyse du texte individuel, car le discours du Premier ministre Castex est considéré comme un texte individuel, rédigé à l'avance par un auteur pour le Premier ministre.

4.1. Le niveau du texte individuel

Des questions se posent qui doivent être mûrement réfléchies au cours de l'analyse. Quelle image de la réalité ce discours essaie – t – il de véhiculer, ou de quoi les lecteurs/auditeurs doivent – ils être convaincus ?

L'analyse des moyens linguistiques n'est pas une fin en soi, mais sert à répondre à ces questions. La description méthodologique suivante de l'analyse de texte est donc basée sur des positions de discours : Qui (la perspective) parle à qui (la nomination et la prédication) de quoi (l'analyse de la structure topique). Comment les choses sont – elles présentées (la modalité), valorisées (l'évaluation) et justifiées (l'argumentation). Sylvia Bendel – Larcher a développé ce système dans son manuel.

4.1.1. La Perspective – Qui parle ?

Chaque texte est écrit dans une perspective spécifique, du point de vue d'une personne. Cela ne doit pas être identique à l'auteur physique. Les discours sont principalement écrits selon un point de vue spécifique, mais sont principalement écrits par des écrivains fantômes. Les deux formes de perspective les plus courantes sont le choix de la première personne : singulier ou pluriel. Ils ont des effets différents sur la présentation des faits.

« Dans la forme à la première personne, où les textes sont écrits à la première personne du singulier, le lecteur a tendance à identifier le narrateur dans le texte avec l'auteur physique. La première personne donne à un texte une apparence d'authenticité, mais aussi de subjectivité. C'est pourquoi la forme à la première personne a longtemps été évitée dans certains domaines sociaux importants tels que la science et le journalisme. »⁶ (Bendel Larcher, 2015, p. 68)

La première personne du pluriel peut représenter des perspectives très différentes. Dans le cas du nous exclusif, il désigne un collectif d'auteurs ou un groupe social plus ou moins clairement défini : les trois auteurs qui publient ensemble un livre, le gouvernement d'un pays qui annonce une décision, mais aussi un groupe social quelconque comme « nous – les femmes ». Cette forme de nous s'appelle exclusive car elle exclut tous les destinataires qui n'appartiennent pas au groupe en question, c'est – à – dire sont également exclus : « nous », pas « vous » et aussi

⁶ Le « je » peut aussi être fictif. En littérature, on parle alors de « moi subjectif » ou de « personnage narrateur ».

pas « ils ». Dans le cas du nous inclusif, la première personne du pluriel inclut non seulement les locuteurs mais aussi les destinataires, leur cercle pouvant à son tour être défini différemment : tout le monde dans cette salle, tous les gens en général, etc. à aussi vaste nous.

Le « nous » inclusif et exclusif peuvent coexister dans le même texte.

Une forme plus transparente de suppression d'auteur peut être trouvée dans de nombreux textes d'étudiants, dans lesquels le pronom « on » s'accumule, avec lequel le « je » est laborieusement évité. La suppression de l'auteur a des conséquences importantes : les déclarations dans le texte ne sont plus présentées comme des croyances personnelles, mais comme des faits objectifs et incontestables qui ne font aucune différence par qui ils sont exprimés.

Lorsqu'il s'agit de participer au discours sociétal, cela signifie avoir une « voix ». Les auteurs d'un texte peuvent non seulement élever leur propre voix, mais aussi intégrer d'autres voix dans leur texte et les rendre plus ou moins visibles. La forme la plus visible est la citation littérale, qui est indiquée par des guillemets. La citation verbatim ou mot pour mot, donne l'impression que l'autre voix est correctement rendue. Cependant, vous pouvez également créer une impression défavorable de ce qui est cité grâce à une sélection ciblée. Le verbe dicendi avec lequel la citation est introduite est également important. Que quelqu'un ait soi – disant « dit » ou « affirmé » quelque chose n'est pas la même chose.

4.1.2. Nomination et prédication

L'un des aspects analytiques centraux de toute analyse de discours est la question de savoir comment sont présentés les acteurs dont parle le texte. Les personnes et les objets ne sont pas représentés dans les textes tels qu'ils « sont », mais le texte en crée une certaine image par le choix de moyens linguistiques spécifiques de représentation. Ceci est toujours lié aux évaluations. Par nomination, nous entendons la manière dont les acteurs sociaux sont nommés en tant qu'individus ou groupes, par prédication, nous entendons la manière dont des propriétés positives ou négatives sont attribuées aux acteurs sociaux.

L'un des aspects analytiques centraux de toute analyse de discours est la question de savoir comment sont présentés les acteurs dont parle le texte. Les personnes et les objets ne sont pas représentés dans les textes tels qu'ils « sont », mais le texte en crée une certaine image par le choix de moyens linguistiques spécifiques de représentation. Ceci est toujours lié aux évaluations. Par nomination, nous entendons la manière dont les acteurs sociaux sont nommés en tant qu'individus ou groupes, par prédication, nous entendons la manière dont des propriétés positives ou négatives sont attribuées aux acteurs sociaux. (Gür-Şeker, 2014, p. 587)

Les individus peuvent être désignés par leur nom propre : « Emma Durand ». Ils sont ainsi clairement identifiés en tant qu'individus, et leur caractère unique et distinctif est souligné. En utilisant le nom de famille, le statut de l'individu en tant que personne adulte et responsable est souligné, comme il est d'usage dans la presse ou dans le milieu universitaire. Le simple fait de nommer le prénom peut avoir des effets différents. D'une part, il peut caractériser la personne comme un enfant mineur ou comme un employé inférieur. D'autre part, il peut exprimer une familiarité personnelle ou même une relation intime avec la personne représentée.

Dans de nombreux textes, les individus ne sont pas, ou pas seulement, nommés par leur nom propre, mais par une appellation générique telle que « senior », « mère ». Ils ne sont plus présentés comme des individus, mais comme un type ou comme détenteur d'un rôle social.

Les acteurs sont également mentionnés dans les textes avec des pronoms : il/elle, nous, vous, elles/ils, ceux – ci, l'un, l'autre, etc. L'analyse de ces pronoms personnels est importante car ils sont utilisés pour tracer des frontières entre des groupes de personnes. Le plus important est la ligne entre « nous » et « eux », entre ceux qui appartiennent d'une manière ou d'une autre et ceux qui, pour une raison quelconque, n'appartiennent pas.

Jusqu'à présent, nous avons vu comment les acteurs peuvent être caractérisés par leur nomination. Il s'agit également de savoir comment les acteurs sociaux peuvent être caractérisés et évalués encore plus précisément au moyen de descriptions plus poussées. La forme la plus simple sont les attributs au sens le plus large, c'est – à – dire les adjectifs, les attributs prépositionnels, les collocations, les clauses relatives, etc. Avec les adjectifs, il n'est pas toujours facile de décider s'ils ne font que décrire et classer un adversaire ou s'ils l'évaluent également. Si quelqu'un mentionne qu'une certaine actrice est « mince », cela peut être purement une description ou une évaluation. S'il y a une évaluation, sans contexte, il n'est pas possible de dire si l'évaluation est positive ou non, c'est – à – dire si l'orateur est une femme mince apprécie ou non.

Quels adjectifs expriment une évaluation positive ou négative est une question spécifique à la culture et ne peut souvent pas être dérivée du texte seul. Le lecteur doit savoir si oui ou non « sportif » est un mot à connotation positive dans la culture de l'écrivain. De telles évaluations sont également sujettes à des changements historiques.

Enfin, on peut caractériser une personne en décrivant ses actions. Il joue ici un rôle important que les personnes soient décrites comme des acteurs sociaux qui agissent eux – mêmes ou comme des acteurs sur lesquels d'autres agissent, qu'ils soient les sujets ou les objets des actions décrites. Ce n'est pas la même chose que de faire une étude sur la façon dont la télévision affecte

les enfants d'âge préscolaire et comment les enfants d'âge préscolaire interagissent avec la télévision. (Gür-Şeker, 2014, p. 588)

Il peut également être intéressant de savoir si les actions des personnes sont exprimées de manière transitive ou intransitive. Lorsque les chômeurs font la queue devant l'agence pour l'emploi, cela apparaît beaucoup plus passif que lorsqu'ils cherchent du travail. Enfin, on peut distinguer les actions matérielles des actions sémiotiques.

4.1.3. Analyse de la structure du sujet : de quoi parle – t – on et le cadrage des expressions

Pour chaque texte, la question de savoir quel sujet il traite est la plus importante. Dans la recherche en analyse du discours, un thème général est généralement donné, puisque les textes ont été sélectionnés parce qu'ils appartiennent à un discours spécifique, thématiquement défini en avance. Ce qui est intéressant, cependant, c'est la question de savoir quels sous – thèmes sont abordés et dans quelle mesure, selon quels schémas les thèmes sont développés, mais aussi quels aspects du thème sont exclus, cachés ou assumés dans le texte.

« Pour chaque texte, il faut vérifier quels thèmes et sous – thèmes il traite. Ces sujets peuvent appartenir au même discours. Un même texte peut aussi traiter de sujets appartenant à des discours différents. Une fois que les sujets et les sous – sujets d'un texte ont été déterminés, il est important d'examiner dans quelle mesure chaque sujet est traité. »⁷ (Bendel Larcher, 2015, p. 85)

Cela peut être fait purement de manière quantitative en spécifiant le nombre de lignes. Ensuite, il est intéressant de savoir dans quelle mesure les sujets sont mentionnés, si la présentation est large, plus approfondie ou pas, c'est – à – dire si quels aspects sont expliqués en détail. Cette analyse permet de dire ce qui est important pour un auteur et ce qui ne l'est pas, ce qui est mis en avant et ce qui est relégué au second plan.

La modalité concerne la manière dont les éléments discutés sont élaborés. Cela implique toujours une exigence de validité quant à la réalité et à la vérité de ce qui est présenté.

La phrase déclarative simple est le type de phrase le plus courant dans les textes écrits et rend souvent difficile pour le lecteur de reconnaître que les faits décrits ne sont pas simplement

⁷ Après avoir déterminé les thèmes et sous-thèmes du texte, il est important d'évaluer la portée de leur traitement, qui selon Bendel Larcher peut se faire quantitativement en précisant le nombre de lignes dédiées à chacun d'eux.

« rapportés » mais sont construits par la phrase elle – même, façonnant subtilement la perception et la compréhension de la réalité par le lecteur. Cette construction peut influencer l'interprétation du lecteur, l'amenant à accepter les informations présentées comme une réflexion exacte de la vérité, alors qu'en réalité, il s'agit d'une représentation soigneusement élaborée.

Les faits ne sont pas seulement créés par des actes de discours représentatifs, mais aussi par des actes déclaratifs, expressifs et commissifs. (Adamzik, 2004, p. 224) Dans les actes de langage déclaratifs, le locuteur crée explicitement un nouvel état valable de la réalité.

Dans les actes de langage expressifs, un locuteur exprime ses sentiments, qui en tant que tels sont difficiles à remettre en question et prétendent donc également être factuels : « Je me sens usé. » Enfin, dans les actes de langage commissifs, le locuteur s'engage dans une action future, qui signifie aussi qu'un nouvel état de la réalité sociale s'instaure : « Je te rendrai visite ce week – end. »

La déclaration habituelle peut être renforcée de plusieurs manières, mettant ainsi l'accent sur la prétention de rapporter des « la pure vérité ». Les moyens linguistiques sélectionnés sont :

- connecteurs modaux: sans doute, certainement, indiscutablement, en aucun cas...
- verbes d'opinion : Nous sommes convaincus que, Je maintiens que, Comme chacun le sait, Personne ne niera que...
- répétition : Jamais, jamais nous ne...
- augmentation : Personne, pas un ne pourrait...
- question rhétorique : N'est – ce pas... ?... Ou pas ?
- appel aux autorités : Même Socrate savait..., Des études scientifiques montrent...
- appel à la généralité : La plupart des entreprises ont... Capture : Vous êtes sûrement d'accord avec moi si...

Des renforts sont utilisés pour présenter la déclaration comme particulièrement importante et comme un fait incontestable. Fait intéressant, ils peuvent aussi avoir l'effet inverse. Dire : « Je trouve que les gens sont guidés par leurs émotions. » est beaucoup plus susceptible de susciter des doutes que de dire : « Les gens sont guidés par leurs émotions. ». (Bendel Larcher, 2015, p. 83)

L'énoncé habituel peut être atténué de plusieurs façons, nuisant ainsi à la prétention de proclamer une vérité incontestable. Il existe de nombreux moyens linguistiques différentes d'affaiblir une déclaration, chacun réduisant la validité de la déclaration de différentes manières. Les atténuations peuvent avoir différentes causes et fonctions discursives différentes, elles

peuvent être l'expression de l'insécurité du locuteur, mais aussi d'une réticence à s'engager dans une opinion. Il peut s'agir d'une mesure de précaution pour pouvoir se distancer de sa propre expression en cas d'agression. Elles peuvent être une véritable occasion de discussion, encadrant sa croyance comme une manière de représenter la réalité, et enfin, les fluctuations peuvent être un geste de pudeur plus ou moins sincère. Cette dernière est une pratique courante en science : bien que la plupart des scientifiques soient assez convaincus de leurs points de vue, ils aiment les présenter comme des « résultats préliminaires sans prétendre à l'exhaustivité ».

L'évaluation porte sur la question de savoir comment les objets présentés dans le texte examiné sont évalués par les auteurs, qu'ils soient « bons ou mauvais » au sens le plus large. Les évaluations sont des indications claires de l'idéologie répandue dans un texte. « C'est une communiste convaincue » peut être un compliment d'un auteur et un reproche d'un autre. Par conséquent, toute analyse quantitative assistée par ordinateur dans les évaluations doit également être complétée par un examen attentif du contexte respectif. De plus, des systèmes de valeurs très différents sont utilisés dans les différents discours sociaux, de sorte qu'une même chose peut être évaluée très différemment. Une certaine action, par exemple le licenciement d'une mère célibataire, peut être juridiquement correcte mais éthiquement discutable. Extraire du pétrole en haute mer peut être rentable d'un point de vue économique, mais néfaste pour l'environnement d'un point de vue écologique, etc.

Enfin, les discours individuels peuvent être subdivisés en d'autres disciplines et donc être hétérogènes en eux – mêmes. Dans le discours juridique, le droit pénal demande uniquement si une action est légale ou si une décision de justice est conforme à la loi. L'avocat pénaliste ne s'intéresse pas à l'équité de la décision. La justice, en revanche, est une catégorie centrale de la philosophie juridique. Il en est de même de la philosophie, avec ses diverses écoles, où les rationalistes se demandent si quelque chose est « raisonnable », les utilitaristes se demandent si c'est utile, etc. Dans le tableau suivant, on peut voir comment les discours individuels de notre société sont répertoires avec quelques termes clés, qui sont généralement compris comme « bons » dans le discours.

Discours	« bien »	Discours	« bien »
philosophie	éthique, sensé, utile	écologie	écologiquement, durable
morale	morale, décent	politique	démocratiquement, légitime
économique	rentable, efficace	religion	pieux
jurisprudence	légal, juste	médias	actuel, passionnant

Table 1. Discours individuels et leurs termes clés pour le « bien » (Bendel Larcher, 2015, p.

102)

Du point de vue de l'analyse du discours, les évaluations sont si importantes parce qu'elles renseignent non seulement sur l'attitude de l'auteur envers son sujet, mais aussi parce qu'elles sont des instructions implicites pour l'action : ce qui est « bien » d'une certaine manière est en même temps souhaitable, ce qui est « mauvais », doit bien sûr être évité. Si un critique décrit un roman comme « poubelle » ou « sexiste », il n'est pas nécessaire de recommander que le livre ne soit pas lu.

Les évaluations peuvent être faites explicitement et implicitement dans un texte. Une évaluation implicite est présente lorsque l'évaluation est contenue dans les mots utilisés pour décrire les éléments discutés, c'est – à – dire lorsque, par exemple, les actions d'une entreprise sont condamnées comme « l'actionnisme ». Il y a une évaluation explicite si les objets discutés sont expressément évalués avec des attributs ou des évaluations liés au prédicat : « Cet investissement est rentable » ou « en vaut la peine ». (Bendel Larcher, 2015, p. 89)

4.2. Le niveau de discours

Les expressions orales qui ont été enregistrées et transcrites conviennent également à l'analyse du discours. Les conversations avec plusieurs participants sont particulièrement intéressantes, car les processus de négociation discursifs peuvent y être suivis plus ou moins « en direct ». Dans les débats politiques télévisés, les différentes positions se heurtent directement, les opinions sont non seulement exprimées mais aussi attaquées, corrigées et défendues. Au lieu d'avoir à rassembler différentes versions de la réalité et des affirmations de vérité concurrentes dans différents textes, elles sont, pour ainsi dire, réunies autour d'une table et confrontées en tête – à – tête.

Il est d'autant plus étonnant que les conversations authentiques aient été relativement peu utilisées comme données d'analyse du discours et que dans certaines études qui s'appuient sur des données orales, l'analyse est fortement centrée sur le contenu tandis que le processus interactif est négligé.

Le contexte joue un rôle beaucoup plus important dans les expressions orales que dans les textes écrits. Le résultat peut être moins définitif que lors de l'analyse de textes écrits, qui revendiquent souvent une validité indépendante du contexte. Il est bien connu de l'analyse de conversation, de l'analyse fonctionnelle – pragmatique du discours, de la sociolinguistique interactionnelle et d'autres branches de la recherche sur la conversation comment enregistrer,

transcrire et analyser des conversations. Comment intégrer la recherche conversationnelle dans un cadre d'analyse du discours n'a guère été discuté jusqu'à présent, ni théoriquement ni méthodologiquement. Les déclarations écrites et orales nécessitent chacune leurs propres méthodes d'analyse. Il s'agit donc d'identifier et d'interpréter les comportements dans les conversations orales. (Bendel Larcher, 2015, p. 85)

L'utilisation de la voix et du corps doit souvent être analysée afin de pouvoir interpréter correctement ce qui est dit : quel est le sens d'une phrase, si quelque chose a été annoncé ironiquement, à qui une expression était adressée, quels objets ont été pointés, etc. Avec la voix et le corps, vous pouvez également effectuer vos propres actions significatives sur le plan de la communication, telles que des salutations ou des gestes symboliques.

La prosodie indique souvent d'abord clairement la signification d'un énoncé oral. Différentes intonations peuvent entraîner de changements subtils de sens. Les orateurs utilisent également la prosodie pour marquer les citations insérées ou marquer leur discours comme ironique. En plus de cette constitution de base du sens, la prosodie aide le locuteur à clarifier son attitude vis – à – vis de ce qui est dit aux partenaires d'interaction. Divers moyens peuvent être utilisés pour cela, comme une parole lente, étirée, saccadée, plus forte ou au contraire plus calme. A l'inverse, en parlant lentement, de façon monotone et sans tension, vous pouvez faire comprendre que vous vous ennuyez. Enfin, la prosodie peut également être utilisée stratégiquement pour défendre ou gagner le droit de parler en augmentant le volume ou la vitesse, en sautant des passages de transition ou simplement en devançant les autres. (Adamzik, 2004, p. 237)

Outre la prosodie, l'utilisation de la voix comprend des phénomènes paraverbaux tels que rire, crier, gémir, soupirer, tousser, se racler la gorge ou pleurer. Là où ceux – ci sont avant tout l'expression de l'état émotionnel du locuteur, ils n'ont aucun intérêt d'un point de vue conversationnel, rhétorique ou discursif. Les phénomènes paraverbaux sont intéressants lorsqu'ils sont utilisés avec une intention communicative, par exemple pour exprimer une approbation ou un mécontentement, pour éviter une affirmation ou une réponse, ou pour déclencher des sentiments de culpabilité chez l'autre personne. Une attention particulière doit être portée au discours du rire et du sourire, qui peuvent contextualiser ce qui est dit de plusieurs manières : comme expression d'une attitude amicale, pour protéger le visage des autres, comme agression (rire), comme engagement à briser la norme, comme régression, comme expression de surprise, etc.

D'autres facteurs qui contribuent à l'analyse sont la posture, le comportement du regard, les expressions faciales et les gestes, les vêtements et les accessoires, etc.

L'analyse de la posture corporelle et du comportement du regard est toujours d'une nécessité fondamentale si l'on veut déterminer à qui quelqu'un s'adresse. La position du corps et le regard sont également utilisés pour réguler le changement de locuteur. Par exemple, quelqu'un peut se pencher en avant pour revendiquer le droit de parler ou éviter le contact visuel afin de ne pas perdre le droit de parler

4.3. Le niveau de la société

Linguistes du discours, notamment les représentants de l'Analyse Critique du Discours, vont un pas plus loin et visent le niveau supérieur, celui de la société. Ce qui les intéresse, ce sont les interactions entre le discours et les relations sociales : quelle société est celle qui produit le discours que nous avons reconstitué, et comment le discours influence – t – il en retour la société ?

« Le discours d'aujourd'hui sur la position des Juifs en Europe ne peut être compris que si l'on connaît l'histoire du 20e siècle avec l'Holocauste. Pour expliquer l'antisémitisme qui existe encore, il faut remonter encore plus loin. Cela signifie que nous nous préoccupons avant tout de l'interprétation de textes plus anciens.

Nous devons nous familiariser avec les conditions sociales de l'époque en recherchant comment fonctionnait le système politique, quel était le niveau de science et de technologie, quelle était la composition de la population en termes de revenus, d'éducation, etc. »⁸ (Bendel Larcher, 2015, p. 233)

Nous vivons aujourd'hui dans une société de la connaissance, une notion souvent associée à l'idée que nous pouvons comprendre le monde tel qu'il est réellement. La science a pour mission d'explorer cette réalité, et le progrès scientifique consiste à se rapprocher toujours plus de la vérité. Ce paradigme positiviste est encore largement suivi, tant par de nombreux scientifiques que par le grand public. Dans cette perspective, le langage a une fonction de représentation, c'est – à – dire qu'il reflète le monde tel qu'il est, permettant de distinguer entre des énoncés vrais et faux.

La recherche sur les discours adopte une approche constructiviste, considérant que le langage ne se contente pas de représenter le monde mais qu'il contribue à le constituer. De ce point de

⁸ Il est important de connaître les conditions historiques dans lesquelles le discours s'est déroulé, afin de comprendre les interactions et les routines transmissives qui se transmettent dans la société à travers le langage.

vue, le savoir n'est pas un acquis fixe à conserver dans des bases de données ou des encyclopédies, mais le résultat de processus discursifs de négociation. La recherche sur les discours s'intéresse donc non seulement au savoir disponible dans une société à un moment donné, mais aussi à la manière dont ce savoir est produit et validé discursivement.

Fairclough distingue entre le pouvoir dans le discours et le pouvoir derrière le discours. Le pouvoir dans le discours regroupe tout ce qui favorise ou défavorise les individus dans leurs interactions concrètes, où le pouvoir est exercé de manière interactive et immédiate. Cela inclut par exemple la répartition inégale des droits de parole dans des institutions comme les tribunaux, les hôpitaux ou les écoles, ainsi que les structures des médias de masse qui privilégient certains formats d'énoncés tout en excluant d'autres. (Bendel Larcher, 2015, pp. 243-247)

Le pouvoir derrière le discours concerne les idéologies et conventions qui établissent des rapports de pouvoir à l'insu des participants, comme le mythe de l'« anglais standard britannique », qui écarte de postes publics les individus parlant un anglais jugé médiocre, au bénéfice de la classe supérieure.

Les rapports de pouvoir peuvent non seulement être établis discursivement, mais aussi être remis en question, notamment par l'humour. Les bouffons professionnels et les humoristes ont toujours réussi à ébranler les prétentions des puissants à l'autorité et à la vérité. De nos jours, les revendications de pouvoir sont de moins en moins imposées par des règles, la coercition et le contrôle, et de plus en plus par des idéologies. Il est moins coûteux de gouverner par consentement que par coercition. Aujourd'hui, on conseille plutôt que de commander, de sorte que les gens comprennent qu'il est dans leur propre intérêt de se comporter de la manière recommandée, par exemple par un employé de l'agence pour l'emploi. Dans les entreprises modernes, il n'y a plus de pointeuses, mais des individus qui ont internalisé un ethos de travail au point de travailler autant que possible pour ne pas paraître mal aux yeux de leurs collègues. Étant donné que les idéologies sont un moyen central de l'exercice discursif du pouvoir, un chapitre leur est consacré.

4.3.1. Le discours et le pouvoir

De nombreux linguistes du discours considèrent ce type de critique, qui vise finalement à un engagement politique, comme scientifiquement non valide et incompatible avec le rôle social du chercheur. Nous adoptons une perspective différente et défendons une science engagée

(Vogel 2013). (Bendel Larcher, 2015, p. 255) Dans les sciences naturelles, il est tout à fait normal de se demander si la recherche a des applications pratiques. Aucun médecin n'étudie une maladie uniquement pour la comprendre, mais pour la traiter. Aucun ingénieur civil ne recherche les lois de la statique pour le plaisir, mais pour construire des ponts stables.

Bien que les résultats des sciences humaines soient rarement directement applicables, les linguistes en sciences humaines devraient également se préoccuper de la pertinence sociale de leurs travaux. Les descriptions purement descriptives des pratiques linguistiques ont généralement une faible pertinence sociale. Pire encore, elles contribuent à la confirmation et à la stabilisation des conditions actuelles. Bendel Larcher a montré cela à travers des analyses linguistiques de la publicité. Une linguistique qui ne fait que décrire les stratégies publicitaires devient elle – même une partie du discours social sur la vie idéale et participe à la diffusion de conceptions douteuses de la santé, de la beauté, de l'amour, etc. (Bendel Larcher, 2015, p. 255) Une science critique a un potentiel plus important pour être socialement pertinente. Nous considérons que l'utilité principale de l'analyse du discours réside dans l'éclaircissement. Elle ouvre les yeux des gens sur les enchevêtrements discursifs dans lesquels ils vivent depuis toujours. Les vérités se révèlent incertaines, le sens commun comme idéologique, les sujets sont façonnés discursivement, la structure sociale comme historiquement devenue et donc contingente, et cela signifie : changeable.

La reconstruction et la déconstruction du discours ont en soi un aspect éclairant. Schleichert (2005: 115) l'exprime ainsi : « L'argumentation subversive n'a pas la forme d'une critique externe du type 'Ce que tu crois est faux'; elle dit : 'Je te montre ce que tu crois réellement'. » Ainsi, l'analyse discursive descriptive est potentiellement subversive ; elle montre que le monde pourrait être différent. L'analyse critique du discours ose dire qu'il devrait être différent. (Bendel Larcher, 2015, p. 256)

Mais sur quel fondement normatif pourrait s'appuyer une telle critique ? De nombreuses études plus anciennes de l'analyse critique du discours se réfèrent très vaguement à des valeurs telles que la « justice » ou la « solidarité ». Cela a été justement critiqué, car ce qu'est la justice doit d'abord être négocié discursivement. Un linguiste qui se réfère sans explication supplémentaire à « la » justice prétend savoir mieux que quiconque ce qui est juste (Niehr 2014). (Bendel Larcher, 2015, p. 256)

Sylvia Bendel Larcher développe quelques propositions encore très provisoires pour un fondement normatif plus stable de la critique scientifique.

Normes pour une critique scientifiquement fondée :

La base d'une critique immanente au discours ne peut finalement être qu'une sorte d'éthique du discours, c'est – à – dire des déclarations claires sur la manière dont le discours social en général ou certains discours en particulier devraient être structurés. (Berten, 1989) a présenté une éthique du discours très générale. Le discours idéal – typique, libre de domination, doit permettre une connaissance vraie. Pour cela, le discours doit être rationnel, avoir lieu entre égaux, permettre toutes les questions et problématisations, et être porté par des sentiments authentiques. Seul le meilleur argument doit prévaloir.

Bendel cite Reisigl 2006 et Fairclough/Fairclough 2011 car certains linguistes du discours ont développé des critères pour une argumentation appropriée. Parmi eux, on peut citer la liberté d'expression, l'obligation de justification, la référence honnête à ce qui a été dit, l'orientation vers l'objectivité, la reconnaissance de points de départ communs, la plausibilité, la validité logique ou la clarté dans l'expression (Reisigl, 2006 : 476, note 16). (Bendel Larcher, 2015, p. 256)

5. L'analyse discursive de la Déclaration de politique générale du Premier ministre M. Jean Castex dans l'Assemblée nationale du 15 juillet 2020

Sylvia Bendel Larcher considère le langage comme un outil permettant de créer la réalité plutôt que de l'expliquer. L'analyse discursive linguistique utilise principalement des méthodes de linguistique textuelle et de linguistique de la conversation, mais ses intérêts cognitifs sont différents. Elle ne cherche pas à comprendre le fonctionnement de la langue ou la structure des textes, mais à formuler des énoncés sur la société qui produit ces textes et qui est simultanément façonnée par eux. Cela implique une compréhension spécifique de la langue. La langue n'est pas considérée comme un moyen de communiquer sur un monde perçu comme extralinguistique, mais comme un moyen d'agir dans le monde et de le façonner. La manière dont les gens façonnent leur monde et les moyens linguistiques qu'ils utilisent pour ce faire constituent l'intérêt cognitif de l'analyse discursive.

L'analyse textuelle est le moyen de formuler des énoncés sur ces discours sociaux, de comprendre les enjeux du débat, d'identifier les participants, les arguments qu'ils avancent, et les conséquences concrètes pour les personnes concernées. De telles analyses ne sont jamais neutres ; elles sont toujours effectuées par une personne qui, en raison de sa socialisation et de sa position sociale, adopte une perspective spécifique et, en fonction de ses attitudes et convictions, attribue des poids et des valeurs particuliers. (Bendel Larcher, 2015, p. 12)

La technique d'analyse par Bendel Larcher s'avère dans plusieurs dimensions :

1. Analyse textuelle :

- Macrostructure : macrostructure examine l'origine, le milieu et la fin du discours. Cela aide à expliquer les relations entre les segments
- Microstructure : microstructure examine la structure des phrases, le lexique et la grammaire

2. Interprétation :

- Analyse sémantique : analyse sémantique examine la signification des mots et des expressions, y compris la dénotation, la connotation et l'ambiguïté
- Analyse pragmatique : analyse pragmatique prend en compte les implicatures, les présupposés et les actes de langage pour comprendre comment le langage transmet du sens

3. Analyse syntaxique :

- Structure des phrases : implique d'analyser la grammaire des phrases, y compris l'ordre des mots et des phrases
- Choix syntaxiques : choix syntaxiques examinent pourquoi certaines structures syntaxiques sont choisies et comment elles affectent le sens

4. Analyse lexicale :

- Choix du vocabulaire : cela implique de considérer le vocabulaire et ses implications
- Métaphore et langage figuré : figuratif, métaphore, comprendre la pertinence du discours nécessite l'identification et l'analyse du langage

5. Stratégies de discussion :

- Cohérence et cohésion : l'examen de cohérence et de cohésion garantit la fluidité du texte en évaluant comment le discours relie logiquement les idées
- Intertextualité : L'analyse de l'intertextualité recherche des références à d'autres textes ou cultures dans le discours

6. Marqueurs pragmatiques :

Ici, les marqueurs du discours tels que les conjonctions, les adverbes et les interjections sont identifiés et analysés pour voir comment ils affectent le sens et le flux.

7. Analyse contextuelle :

La connaissance du contexte du discours est essentielle. Cela inclut les éléments sociaux, politiques et culturels qui peuvent affecter le langage du discours

Le Premier ministre français a prononcé le discours à « l'Hôtel de Matignon » le 15 juillet 2020. Le ton est ferme et apaisant, destiné à encourager la confiance et l'unité dans les moments difficiles. L'orateur souligne le pouvoir unificateur de la République et discute d'un plan global pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux. Le discours propose une solution globale aux nombreux problèmes de la France. Il reconnaît la crise sanitaire et souligne la nécessité d'une révolution industrielle et technologique. La stratégie est d'investir 40 milliards d'euros pour renforcer la capacité industrielle, réduire les impôts sur la production et stimuler la technologie. Les considérations environnementales comprennent la réduction des émissions de carbone, la promotion de la numérisation et la promotion de la croissance écologique. L'orateur promeut la souveraineté économique européenne et les investissements locaux dans le développement durable. La rénovation des zones urbaines et rurales, le progrès technique et les technologies vertes sont des projets clés. Soutenir les populations vulnérables, augmenter les allocations de logement et améliorer la protection sociale font également partie de l'objectif de réduction des inégalités sociales. Le discours se termine par un appel à la solidarité, mettant l'accent sur la République comme fondement de l'identité nationale et moyen de surmonter les obstacles.

5.1. Analyse textuelle

– Macrostructure :

Le discours du Premier ministre M. Jean Castex dans l'Assemblée nationale proclamé mercredi, le 15 juillet 2020 a commencé par des remerciements aux agents de crise sanitaire.

« J'ai avant tout une pensée pour celles et ceux qui ont été frappés par la maladie et pour les Françaises et les Français qui ont perdu un proche. »

Il reconnaît ensuite la crise et offre ses sympathies.

« A la crise sanitaire, qui n'est pas finie, succède dès maintenant une crise économique et sociale d'une ampleur probablement inégalée depuis la dernière guerre mondiale. »

Le discours se concentre ensuite sur les luttes économiques et sociales du peuple français avec lesquelles il cherche à lutter. Il est urgent de faire évoluer le logiciel de l'action publique. En utilisant le terme « logiciel », Castex utilise une métaphore pour représenter les systèmes opérationnels, les procédures et les politiques qui guident l'action publique. Il souligne ainsi la nécessité de mettre à jour et de réformer ces éléments afin de mieux s'aligner avec l'esprit proactif et innovant qu'il a observé chez les gens.

« Ce que nous avons vu, ce sont des femmes et des hommes engagés, solidaires, inventifs et responsables. (...) Il est urgentissime de faire évoluer le logiciel de l'action publique. »

Il promeut la coopération et l'action collective pour surmonter ces obstacles.

« Vendredi, je réunirai à Matignon l'ensemble des partenaires sociaux pour tenter de nous accorder sur une méthode et un calendrier de discussions et de concertations sur l'ensemble des sujets qui sont sur la table pour les semaines et les mois à venir, à commencer par le plan de relance de notre économie. »

Le ministre promeut les mesures d'urgence dans la partie centrale de son discours :

« Premier impératif, favoriser l'embauche. (...) Deuxième impératif : lutter contre le décrochage durable des jeunes qui sont les plus éloignés de l'emploi. (...) Troisième impératif : soutenir les étudiants notamment les plus modestes, qui se retrouvent en difficulté avec moins d'accès aux petits boulots. » « (...) nous devons recréer les conditions d'une croissance économique plus robuste, plus innovante, plus écologique et plus solidaire. C'est la finalité du plan de relance que nous lancerons dès le début du mois de septembre. »

Le discours se termine en soulignant l'importance, l'unité et le tâche de la République dans la résolution des problèmes futurs. Il appelle à l'action et explique la responsabilité du gouvernement.

« J'ai assemblé autour de moi un gouvernement de combat. Un gouvernement de femmes et d'hommes plus déterminés que jamais à travailler au plus près du terrain, dans une logique de concertation et de proximité qui est la raison d'être de ce gouvernement. »

« Dans ces temps troublés, nous avons une boussole : la République. La République c'est notre ciment, la République c'est notre espérance. C'est elle qui doit unir les Français, qui doit assurer leur protection, libérer leurs énergies, aiguïser leur sens des responsabilités et leur goût d'entreprendre, incarner les promesses de la justice et du progrès social. »

– Microstructure :

Structure de base des phrases : Le discours utilise des phrases sophistiquées pour transmettre des pensées complexes. Cela met en évidence la complexité des politiques.

Exemple : « L'objectif est de donner plus de flexibilité aux établissements, d'intégrer la qualité des soins dans les règles de financement des hôpitaux et des médecins de ville, de mettre l'accent sur la prévention notamment en développant les actions sport – santé et d'impliquer davantage les élus locaux dans la gestion du système de santé. »

Vocabulaire : Le vocabulaire précis correspond à la conversation formelle. Les politiques économiques, les activités sociales et la terminologie de la gouvernance sont incluses.

Exemple : « Ce plan de relance va reconquérir économiquement et territorialement. L'économie est initiative et entreprise. »

Caractéristiques grammaticales : le discours sélectionné utilise un langage et une syntaxe appropriés, démontrant une compétence linguistique. Cela clarifie et améliore la communication. Par exemple, « La République, c'est la laïcité comme valeur cardinale, comme fer de lance de la cohésion de la société ». Le discours commence par une reconnaissance des obstacles, puis détaille les mesures politiques et se termine par un appel à l'unité et à la responsabilité communautaire. La microstructure formelle et articulée met l'accent sur un langage exact, des modèles de phrases diversifiés et une grammaire parfaite pour clarifier et renforcer le message.

5.2. Interprétation

– Analyse sémantique :

Dénotation : le discours utilise des mots et des expressions littéraux pour communiquer. Lorsqu'on aborde le plan économique, « l'investissement », la « reprise » et la « création d'emplois » se rapportent à des initiatives économiques spécifiques.

Connotation : Des mots nuancés sont également présents dans le discours. Les connotations peuvent varier en fonction des contextes culturels. Certains mots peuvent avoir des implications ou des associations spécifiques au sein d'une culture particulière qu'ils n'ont pas dans une autre.

Ambiguïtés : Le texte présente peu d'ambiguïtés. Un langage clair et concis réduit les erreurs d'interprétation.

– Analyse pragmatique :

Le discours combine efficacement des caractéristiques sémantiques et pragmatiques. Il utilise une sémantique dénotative et connotative pour communiquer clairement. Les implicatures, les présupposés et les actes de langage offrent profondeur et richesse au discours, garantissant que l'auditeur comprend.

Implications : Le locuteur délivre indirectement des informations via le discours. Le terrorisme et l'extrémisme sont considérés comme des défis urgents qui nécessitent une attention rapide.

Présupposés : L'orateur peut faire des hypothèses que le public acceptera. Lorsqu'on envisage une commission générale de planification, la planification à long terme est considérée comme inadéquate.

Actes de langage : Le locuteur effectue des actes de langage. « Je tiens mon gouvernement pour responsable de cette déclaration de politique générale », « Je m'engage à revaloriser les

personnels et à créer des emplois », « J'invite chacun des groupes à me faire des propositions » en sont des exemples. L'analyse pragmatique considère l'utilisation du langage en fonction du contexte. L'orateur utilise un langage de confiance et d'unité pour aborder les questions nationales.

5.3. Analyse syntaxique

– Structure des phrases :

Analyse de la syntaxe : Il existe des formes de phrases simples et compliquées dans le discours. Il existe des phrases déclaratives (« La France est la République. ») et des phrases complexes (« L'erreur serait de penser que cela nécessiterait une remise en cause de l'État... »). L'orateur emploie des phrases périodiques qui se terminent par l'idée principale après avoir présenté le contexte. Exemple : « Pour faire face à la crise, réduire les doutes, redonner l'espoir à ceux qui n'en ont plus, tous les acteurs publics... » Les questions peuvent être rhétoriques pour attirer l'attention et inciter à la contemplation du genre « Qui aurait pu imaginer il y a un an que nous allions vivre de telles épreuves ? »

– Choix de syntaxe :

Le parallélisme souligne et clarifie. En termes comme « favoriser l'embauche », « lutter contre le décrochage durable » ou « accompagner les étudiants », la structure parallèle met l'accent sur différents actes. La syntaxe améliore le pouvoir de persuasion de l'orateur. L'orateur discute de la stratégie économique à l'aide de déclarations simples et d'expressions conditionnelles pour décrire les étapes proposées, suggérant un plan clair. L'orateur utilise soigneusement les variations grammaticales pour attirer l'auditeur. L'utilisation de différentes longueurs et structures de phrases maintient le discours intéressant et évite l'ennui. L'orateur utilise des mots plus courts et plus séduisants pour souligner l'urgence ou l'importance. Exemple : « Inquiétude à l'échelle du gouvernement. Les minorités ultra – violentes attaquant les forces de sécurité ne sont plus acceptables... »

– Choix syntaxiques :

Les choix syntaxiques formalisent également le discours. Des constructions de phrases complexes et des sélections de mots précises montrent l'importance des problèmes.

5.4. L'analyse lexicale

L'analyse lexicale montre l'utilisation stratégique de concepts politiques, économiques et sociaux. Les métaphores et le langage figuratif améliorent les visuels et soulignent les points cruciaux. L'impact et l'efficacité de la parole dépendent du choix des mots de l'orateur.

– Choix du vocabulaire

L'orateur utilise des mots précis pour expliquer des idées et des politiques complexes. Les termes « coalition », « extrémistes », « communautaristes » et « impuissance » ont des significations politiques et sociales. « Intendance », « reconquête » et « recrudescence » véhiculent responsabilité, action et résurgence, démontrant la détermination de l'orateur. Les termes « dialogue », « compromis » et « démocratie pacifique » soulignent l'importance de la collaboration et de la recherche d'un consensus pour résoudre les problèmes sociaux. Un « plan de relance », des « investissements » et des « réformes » mettent l'accent sur la revitalisation économique. L'orateur utilise un langage émotif comme « ébranlé jusqu'à ses fondations », « intensité inquiétante » et « situation de crise » pour exprimer l'urgence et l'inquiétude.

– Métaphore et langage figuré

Les métaphores favorisent la compréhension et produisent des images vivantes dans le discours. L'expression « ébranlé dans ses fondements » décrit symboliquement les problèmes de la France. Le terme « reconquête » suggère une tentative proactive et résolue de rétablir l'autorité et la stabilité, notamment en période de crise. Métaphore militaire, « première ligne contre l'épidémie » met l'accent sur le courage des professionnels de santé. L'expression « libérer les territoires » implique que le renforcement des régions locales peut libérer leur potentiel et faire progresser la société. La métaphore de la « transition écologique » et des mots spécifiques décrivent l'évolution vers la durabilité environnementale. L'expression « lutte contre l'islamisme radical » met l'accent sur la lutte contre l'idéologie extrémiste dans un langage simple et métaphorique.

5.5. Stratégies de discours

Le discours est cohérent et bien structuré, avec des liens logiques. Malgré quelques allusions directes à d'autres écrits, le discours recoupe des débats politiques et socio – économiques plus larges, ce qui le rend pertinent et résonne dans la politique et la société françaises.

– Cohérence et cohésion

La cohérence et la cohésion caractérisent le discours. Cela commence par un exposé clair des difficultés et de la solution recommandée. Il aborde ensuite séquentiellement chaque composante du plan. Les transitions et les phrases de liaison aident les idées à circuler. Par

exemple, « Concernant », « Dans de nombreux domaines » et « L’agenda rural » guident l’auditeur à travers diverses questions. L’orateur utilise des structures parallèles pour plus de cohérence et de compréhension. Le « nous le ferons » répéter dans la section du plan économique met l’accent sur les actions coopératives. Les énumérations montrent une approche globale en énumérant les mesures et les révisions. Cela améliore la cohérence de la parole. Le discours se termine par un résumé clair et une réaffirmation de l’engagement de la République. Ceci conclut et souligne ce point.

– Intertextualité

Le discours s’appuie sur des discours politiques et sociaux mais ne cite pas directement la littérature ou les cultures étrangères. Le discours politique sur la reprise économique et l’autonomie nationale utilise des terminologies telles que « plan de relance » et « souveraineté économique ». Une initiative appelée « Convention citoyenne pour le climat » encourage le débat public sur la politique climatique. Les révisions proposées font référence à l’histoire de la France, comme le système de protection sociale de 1945. Les termes « République », « unité » et « pacte social » renvoient à des mythes politiques et culturels liés à la République française. Pour parler du « Ségur de la santé » du Président, il faut être familier avec les discussions nationales actuelles sur la santé.

5.6. Marqueurs pragmatiques

Le discours utilise habilement des marqueurs de discours pour rehausser le sens, clarifier les concepts et guider le public. Quelques exemples :

– Conjonctions :

De plus : ce marqueur ajoute des informations ou des arguments. Comme « En plus, nous allons réduire les impôts sur la production en France... » (gouvernement.fr, 2020) C’est utilisé pour contraster ou contredire. Selon lui « La solution est d’accompagner les Français individuellement : en termes de logement, mais aussi en structurant mieux le marché de l’occasion... » Enfin : La fin. Comme « Enfin, j’espère que le dialogue social abordera immédiatement les questions de partage de la valeur dans les entreprises... »

– Les adverbes :

Enfin : la fin. Comme « Enfin, j’espère que le dialogue social abordera immédiatement les questions de partage des valeurs dans les entreprises... » Cet adjectif implique l’urgence ou la rapidité d’action.

– Interjections :

Mesdames et Messieurs : Il est principalement utilisé pour s'adresser au public, mais il marque également des changements de discours.

Oui : cette interjection rhétorique souligne la conviction de l'orateur que la France peut surmonter les obstacles. Il dit « Oui, notre pays doit être uni pour affronter les temps difficiles qu'il traverse ».

S'il vous plaît : cette interjection critique demande la participation du public. Comme « S'il vous plaît, permettez – moi de présenter d'abord le discours... »

Ces indices pragmatiques aident le public à suivre le discours, à transmettre les changements d'attention, à montrer le point de vue de l'orateur et à former un récit cohérent. Ils aident le discours à exprimer son message et à engager le public.

5.7. Analyse contextuelle

Le discours est prononcé dans un cadre cérémoniel à l'Hôtel de Matignon, résidence officielle du Premier ministre français. Cela confère autorité et gravité aux sujets abordés.

– Le contexte politique :

Le Premier ministre français pourrait s'adresser à la nation sur des questions politiques. Le Président de la République et le secteur de la santé proposent un système parlementaire avec le Président et le parti ou la coalition majoritaire comme chefs de gouvernement.

– Contexte économique et social :

Les questions économiques et sociales sont abordées dans le discours, indiquant une période de grands défis, incluant peut – être « la crise sanitaire ». L'accent mis sur la reprise économique, la protection de l'emploi et les populations vulnérables suggère une incertitude économique et un chômage élevé.

– Contexte social et culturel :

Des convictions telles que « l'égalité des chances », « l'égalité des sexes » et la « laïcité » reflètent les convictions sociales françaises. L'inclusion sociale et l'accessibilité sont abordées en mentionnant les élèves handicapés.

– Identité et unité nationales :

Le discours met l'accent sur la solidarité face aux adversités et sur le pouvoir unificateur de la République. Cela montre que les divisions internes ou les pressions externes peuvent rendre la cohésion nationale vitale.

– Contexte historique :

Bien que le discours n'indique pas d'année, il fait référence à des événements et à des politiques antérieurs. La citation de la Convention citoyenne pour le climat et du pacte Ségur de la santé contextualise les événements politiques et sociaux récents. Le discours est prononcé à une époque d'incertitude économique, de problèmes de santé publique et de cohésion sociale. Le discours décrit l'approche du gouvernement face à ces préoccupations à travers des valeurs économiques, sociales et sociétales.

6. La conclusion

Dans cette étude, j'ai exploré les multiples dimensions de l'analyse du discours, principalement en suivant les théories et méthodologies proposées par Sylvia Bendel Larcher. En me concentrant sur différents niveaux d'analyse, de la linguistique du discours à la sémiotique sociale et à l'analyse critique du discours, j'ai montré comment le langage est façonné et façonné par les dynamiques sociales, politiques et idéologiques.

L'article de Bendel Larcher de 2023, qui examine les sources écrites dans le contexte de l'historiographie moderne, incarne parfaitement l'approche interdisciplinaire prônée par l'auteur. Cet article illustre la capacité de l'analyse du discours à transcender les frontières strictement linguistiques pour inclure des perspectives historiques, géographiques et sociales. Ce qui domine cet article, c'est précisément cette interdisciplinarité, où les dimensions thématiques, géographiques, temporelles, médiatiques et textuelles sont intégrées pour offrir une compréhension profonde et nuancée des discours étudiés.

Cet article s'aligne sur le modèle de Bendel Larcher, qui met l'accent sur la nécessité d'aborder le discours non seulement comme un objet linguistique, mais aussi comme un phénomène social complexe. Examiner comment les textes historiques non seulement reflètent mais structurent également la réalité sociale de leur époque. Bendel Larcher démontre la pertinence de son approche interdisciplinaire. Son analyse montre que les discours étudiés sont ancrés dans des contextes spécifiques qui influencent leur production et leur réception, ce qui est au cœur du modèle qu'elle propose.

En conclusion, cette thèse montre que l'analyse du discours, telle que formulée par Sylvia Bendel Larcher, est un outil puissant pour dévoiler les mécanismes fondamentaux de la communication et de la persuasion. Son modèle, qui intègre des perspectives interdisciplinaires, est non seulement applicable, mais également crucial pour comprendre le discours dans sa complexité et son interaction avec le changement social et historique. Un article de 2023 confirme cette approche, montrant comment l'analyse interdisciplinaire peut enrichir notre compréhension des textes et des discours en les plaçant dans leurs contextes sociaux, historiques et idéologiques.

Cette thèse réaffirme donc l'importance de l'analyse du discours comme méthode permettant de déchiffrer non seulement les structures du langage, mais aussi les structures de pouvoir et les dynamiques sociales qui les sous-tendent. Suivant les principes de Sylvia Bendel Larcher,

j'ai réussi à montrer que le langage n'est pas seulement un reflet du monde, mais aussi un instrument actif dans sa construction.

7. Bibliographie

- Adamzik, K. (2004). *Linguistique des textes. Une présentation introductive*. Tübingen: Niemeyer.
- Bendel Larcher, S. (2015). *Analyse du discours linguistique : un manuel et un cahier d'exercices*. Narr Dr. Gunter.
- Bendel Larcher, S. (2023). *Approche interdisciplinaire de l'étude des sources nomades écrites dans le contexte de l'historiologie moderne*. Heritage Science.
- Berten, A. (1989). *Habermas, l'éthique et la politique*. *Revue Philosophique de Louvain*, 74-96.
- Charaudeau, P. (1997). *Le discours d'information médiatique*. Paris: INA.
- Foucault, M. (1968). *Psychologie et maladie mentale*. Suhrkamp Verlag.
- Gür-Şeker, D. (2014). *De l'usage des corpus en linguistique du discours*. Dans J. Angermüller, E. Herschinger, F. Macgilchrist, & M. Nonhoff, *Recherche sur le discours : un manuel interdisciplinaire* (pp. 583 - 603).
- Harris, Z. (1952). *Analyse du discours*. *Language* 28(1), 1-30.
- Kerbat-Orecchioni, C. (2009). *Le traitement du contexte en analyse du discours en interaction*. Dans M. Sandré, *Analyses du discours et contextes* (pp. 11-30). Limoges: Lambert-Lucas.
- Kress, G., & van Leeuwen, T. (2001). *Discours multimodal : les modes et les médias de la communication contemporaine*. London: Arnold.
- Pecheux, M. (1975). *Les Vérités de La Palice*. Paris: Maspero.
- Sandré, M. (2007). *Analyses du discours et contextes, Actes du Ve Colloque Jeunes Chercheurs Praxiling*. Limoges: Lambert-Lucas.
- Schwitalla, J. (2001). *Recherche sur la langue parlée et son développement dans l'analyse de la conversation*. De Gruyter Mouton.
- van Dijk, T. (1998). *Idéologie et discours, une introduction multidisciplinaire*. Barcelona: Pompeu Fabra University.

Ressources en ligne :

- Carroll, K. (2023). STUDY.COM. Récupéré sur STUDY.COM: <https://study.com/academy/lesson/frankfurt-school-critical-theory-philosophy.html>, le 22 septembre 2024
- gouvernement.fr. (2020). Récupéré sur [www.gouvernement.fr: https://www.gouvernement.fr/actualite/11670-la-declaration-de-politique-generale-du-premier-ministre-jean-castex-a-l-assemblee-nationale](https://www.gouvernement.fr/actualite/11670-la-declaration-de-politique-generale-du-premier-ministre-jean-castex-a-l-assemblee-nationale), le 11 février 2021.

Annexe :



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 15 juillet 2020

Déclaration de politique générale de M. Jean CASTEX, Premier ministre Assemblée nationale

Mercredi 15 juillet 2020

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs les députés,

C'est un immense honneur pour moi d'être à cette tribune.

Je me présente devant vous dans un moment bien particulier de notre histoire. La France vient de subir l'une des plus graves crises sanitaires qu'elle ait connues. J'ai avant tout une pensée pour celles et ceux qui ont été frappés par la maladie et pour les Françaises et les Français qui ont perdu un proche.

Je veux aussi saluer l'action de tous ceux qui se sont mobilisés, qui se sont battus sans relâche, pour sauver des vies, protéger les plus vulnérables, assurer la continuité des services publics, mais aussi de la vie économique de la Nation. N'oublions pas ce que nous leur devons, alors même que la crise sanitaire n'est pas terminée.

La meilleure façon de nous préparer à une reprise possible de l'épidémie est de renforcer nos actions de prévention. Cela passe nécessairement par le développement du port du masque et une intensification de notre politique de dépistage. Ce que nous devons par – dessus tout éviter, c'est un retour à des formes strictes et larges de confinement, dont nous connaissons désormais le coût. Cela reposera sur la mobilisation de tous.

Face à la crise, nous avons tenu bon. Collectivement. Vous le savez, vous y avez contribué. Je veux ici rendre hommage au travail d'Edouard Philippe et de son Gouvernement. L'histoire se souviendra des réformes ambitieuses qu'il a menées, avec le soutien sans faille de la majorité que je salue.

Les réalisations qui sont à son actif, et à celui de l'ensemble de ses ministres, sont considérables. Elles concernent tous les domaines de la vie de la Nation, qu'elles ont rendu plus forte, plus juste et plus solidaire. Je veux rappeler que lorsque la crise du coronavirus s'est abattue sur notre pays, le chômage était au plus bas depuis plus de 10 ans ; que le pouvoir d'achat connaissait sa plus forte progression depuis longtemps ; et que la France était devenue le pays le plus attractif d'Europe.

Je veux souligner aussi l'œuvre de transformation engagée dans des secteurs aussi majeurs que l'éducation, le travail, les mobilités, le logement ou encore la santé.

L'histoire retiendra aussi le courage et le sang – froid avec lesquels Edouard Philippe a affronté la crise. J'en ai été personnellement le témoin direct au cours des derniers mois.

A la crise sanitaire, qui n'est pas finie, succède dès maintenant une crise économique et sociale d'une ampleur probablement inégalée depuis la dernière guerre mondiale. Nous en connaissons les risques et certains de nos compatriotes en subissent déjà les conséquences. Les pertes d'emploi, les plans sociaux, les faillites d'entreprises sont malheureusement des réalités que nous constatons déjà et qu'il va nous falloir combattre ensemble. Les crises ont ceci de singulier qu'elles jouent le rôle de révélateur.

Celle que nous avons traversée a montré à quel point les Françaises et les Français ont des ressources. Ce que nous avons vu, ce sont des femmes et des hommes engagés, solidaires, inventifs et responsables.

Mais quand la tempête souffle, éclatent aux yeux de toutes les fragilités qu'on préférerait ignorer. La crise a mis en lumière, de manière très crue, nos difficultés et parfois nos défaillances. Y compris au sein de l'appareil d'Etat.

La crise a aussi souligné les faiblesses de notre économie. Un appareil productif incapable de pourvoir à nos besoins en biens et ressources stratégiques. Nous avons atteint un niveau de dépendance qui n'est pas raisonnable, qui n'est pas acceptable.

La crise a accentué la vulnérabilité des personnes éloignées du cœur de notre modèle économique et de protections sociales : les travailleurs précaires, les travailleurs handicapés, les contrats courts, les jeunes, les indépendants.

Mais ce n'est pas tout. La crise est venue frapper une France en plein doute, une France qui se divise, une France qui se crispe et parfois se désespère. Depuis bien trop longtemps. Une France, ou à tout le moins une partie d'elle, qui se trouve gagnée par la peur du déclassement. Une France qui se sent parfois abandonnée. Oui, vous le savez, Mesdames et Messieurs les députés, il y a beaucoup de France qui se sentent loin et laissées pour compte, France des banlieues, France rurale, France des vallées, France des Outremer, France dites périphériques, France de ceux, y compris au cœur de nos villes, qui n'ont pas droit à la parole.

Ces France – là sont notre pays, autant que la France de la réussite, économique, scientifique, industrielle, ou culturelle, dont nous sommes légitimement fiers.

Et ce sera notre première ambition, immense, réconcilier ces France si différentes, les souder ou les ressouder. Faire que, de part et d'autre, on se reconnaisse, on se comprenne. Que l'on contribue à restaurer cette valeur cardinale qui soude les sociétés comme les valeurs humaines : la confiance. La confiance du peuple en ses élites. La confiance entre l'Etat et les corps intermédiaires qui structurent la société, la confiance en l'avenir.

La France c'est la République. Et celle – ci aussi se trouve aujourd'hui ébranlée dans ses fondements par la coalition de ses ennemis : terroristes, extrémistes, complotistes, séparatistes, communautaristes, dont les armes habituelles de la violence – dans la rue comme dans l'espace privé – et de la lâcheté – souvent garantie par l'anonymat permettant un recours dévoyé aux réseaux sociaux – ont pris ces dernières années une intensité inquiétante. Vous le savez, car vous en êtes régulièrement les victimes.

Je suis, comme simple citoyen, comme maire de terrain depuis douze ans, engagé au service des autres. Je sais, pour la côtoyer tous les jours, qu'existe une France qui ne dit rien mais qui n'en pense pas moins et qui n'accepte pas cela. Une France du bon sens et de la raison. Une France que nous devons aujourd'hui écouter et mieux considérer.

Pour faire face à la crise, pour faire reculer les doutes, pour redonner l'espoir à celles et ceux qui n'en ont plus, l'ensemble des acteurs publics, au premier rang desquels l'Etat et le gouvernement de la République, doivent faire preuve d'une très grande humilité. Ils doivent également faire évoluer profondément et rapidement leurs modes d'intervention pour les diriger vers la vie quotidienne de nos concitoyens. Je le sais bien, dans un pays qui excelle dans le débat d'idées, dans la conjugaison des grands principes, dont notre Assemblée a souvent été la grande scène, parler d'exécution, de mise en œuvre, d'efficacité opérationnelle, peut sembler trivial.

Toutes ces notions sont depuis longtemps reléguées au rang de choses subalternes. C'est une affaire entendue : l'intendance suivra ! Mesdames et Messieurs les députés, depuis longtemps,

vous le savez : l'intendance ne suit plus. Les lois que vous votez, les décrets que le gouvernement promulgue, se perdent dans des méandres sinueux et opaques au point de n'impacter que de manière lointaine, incertaine et souvent incomprise la vie quotidienne de nos concitoyens. Et ce ne sont pas nos agents publics qui sont en cause ; ils sont bien souvent aussi les victimes d'une organisation collective inadaptée dans laquelle se consomment l'intelligence et les bonnes volontés. C'est le règne de l'impuissance publique qui a fait le lit du discrédit de la volonté politique. Il est urgentissime de faire évoluer le logiciel de l'action publique.

L'erreur serait de penser qu'il faudrait en cela remettre en cause l'Etat. Car l'Etat c'est la France. Mais l'Etat ne s'est pas adapté à la France. Il a parfois donné l'illusion qu'il pouvait tout régler alors qu'il doit surtout donner à tous les acteurs de notre société les moyens d'agir et de progresser.

La France c'est en effet celle des citoyens qui aspirent de plus en plus à participer à la chose publique sous des formes nouvelles. Et nous devons en tenir compte. Comme le président de la République l'a fait avec la convention citoyenne sur le climat. Comme nous allons le faire à l'avenir en transformant le CESE en conseil de la participation citoyenne. Et il nous appartiendra ensemble de trouver les modalités de conciliation entre démocratie directe et démocratie représentative, à laquelle je reste fondamentalement attaché.

La France, c'est aussi celle des forces vives et des partenaires sociaux qui structurent notre démocratie sociale. Le dialogue, l'écoute, la recherche du compromis : voilà les leviers d'une démocratie apaisée. Je crois, j'ai toujours cru aux vertus du dialogue social : toute ma vie publique en atteste !

Vendredi, je réunirai à Matignon l'ensemble des partenaires sociaux pour tenter de nous accorder sur une méthode et un calendrier de discussions et de concertations sur l'ensemble des sujets qui sont sur la table pour les semaines et les mois à venir, à commencer par le plan de relance de notre économie.

La France, Mesdames et Messieurs les députés, c'est aussi celle des territoires, avec leurs identités et leurs diversités. C'est à cette France des territoires, à cette France de la proximité que nous devons impérativement faire confiance, car c'est elle qui détient en large part les leviers du sursaut collectif. Les territoires, c'est la vie des gens. Libérer les territoires, c'est libérer les énergies. C'est faire le pari de l'intelligence collective. Nous devons réarmer nos territoires ; nous devons investir dans nos territoires, nous devons nous appuyer sur nos territoires.

Pris par le haut, tous les sujets deviennent des objets de posture ou de division. Sur le papier, on n'en fait jamais assez ! Mais traités en partant du bas, par les gens, donnant à nos concitoyens et notamment aux plus jeunes d'entre eux l'occasion concrète, visible, mesurable, de s'impliquer, alors cela change tout.

La confiance revient, les résultats progressent, la nation se ressoude.

Cette confiance dans les territoires suppose que le droit à la différenciation soit consacré dans une loi organique. Elle passe également, comme l'a indiqué le président de la République, par une nouvelle étape de la décentralisation. Elle repose tout autant sur une évolution profonde de l'organisation interne de l'Etat. Je m'étais fait le défenseur, à l'occasion de la mission qui m'avait été confiée par le précédent gouvernement sur le déconfinement du couple « maire – préfet de département ». Notre intention est de rendre rapidement plus cohérente et efficace l'organisation territoriale de l'Etat, en particulier au niveau du département.

Toutes les créations d'emplois qui seront autorisés par le PLF 2021 seront affectés, sauf exception justifiée, dans les services départementaux de l'Etat et aucun dans les administrations centrales. C'est une révolution.

Tout en ayant le souci de la mise en œuvre concrète, au plus près de nos concitoyens, l'Etat, dans le même temps, doit aussi retrouver les voies de l'anticipation. L'action de l'État est trop souvent réduite à la simple gestion des crises et des urgences. Nous avons progressivement perdu notre capacité à nous projeter dans le long terme. A planifier une politique économique à identifier les gisements de croissance futurs, à définir une perspective, à fixer un cap. C'est la raison pour laquelle le Président de la République souhaite la création rapide d'un Commissariat Général au Plan, qui aura pour mission d'incarner et d'animer une telle politique. C'est aussi le sens de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche qui sera présentée au conseil des ministres dès la semaine prochaine et permettra un réinvestissement massif de 25 milliards d'euros dans la recherche publique au long des 10 prochaines années.

C'est donc avec une méthode nouvelle que nous allons prendre ensemble à bras le corps cette crise. Avec une obsession en tête : la lutte contre le chômage et la préservation de l'emploi, priorité absolue des 18 prochains mois.

La première urgence, parce que ce sont les premiers touchés par la crise, parce qu'ils sont l'avenir, parce qu'ils sont nos enfants, ce sont les jeunes. 700 000 d'entre eux vont bientôt se présenter sur le marché du travail.

Aucun d'entre eux ne doit se trouver sans solution. Des mesures très fortes ont d'ores et déjà été annoncées pour soutenir l'apprentissage. Il faut aller plus loin. Un plan pour la jeunesse sera discuté vendredi avec les partenaires sociaux :

- Premier impératif, favoriser l'embauche. L'Etat y aidera, comme l'a annoncé le Président de la République, avec un dispositif exceptionnel de réduction du coût du travail, à hauteur de 4000 € par an, pour les jeunes de moins de 25 ans, jusqu'à 1,6 SMIC, dans toutes les entreprises et pour une durée d'au moins un an ;
- Deuxième impératif : lutter contre le décrochage durable des jeunes qui sont les plus éloignés de l'emploi. 300 000 parcours et contrats d'insertion permettront d'aller toucher les jeunes les plus en difficulté ; et 100 000 places de plus en service civique.
- Troisième impératif : soutenir les étudiants notamment les plus modestes, qui se retrouvent en difficulté avec moins d'accès aux petits boulots. Dès la rentrée, les repas dans les restaurants universitaires seront à 1 € pour les étudiants boursiers.

Mais au – delà de ces mesures d'urgences, nous devons recréer les conditions d'une croissance économique plus robuste, plus innovante, plus écologique et plus solidaire. C'est la finalité du plan de relance que nous lancerons dès le début du mois de septembre. Il portera sur 100 milliards d'euros et il couvrira tous les grands secteurs économiques et tous nos territoires.

Ce plan investira d'abord dans notre atout le plus précieux, les femmes et les hommes de ce pays.

D'abord en préservant l'emploi au travers des dispositifs d'activité partielle qui mobiliseront 30 milliards d'euros cette année, et encore 8 milliards l'année prochaine pour soutenir l'emploi et les salaires dans les entreprises confrontées à une baisse durable de leur carnet de commande. Mais, la clé, encore et toujours, c'est la formation. Dans une économie qui évolue très vite, le développement des compétences est la meilleure des protections pour garder, trouver ou retrouver un emploi. Sur ce sujet, beaucoup a été fait depuis 2017. Mais nous devons faire plus encore, en investissant 1,5 milliards supplémentaires dans la formation, et en invitant les Régions à amplifier leurs interventions propres. Les personnes qui s'orienteront vers les formations dans ces secteurs en tension verront leur compte personnel de formation abondé. Nous nous fixons un objectif de 200 000 places supplémentaires de formation en 2021, notamment au bénéfice des jeunes et des demandeurs d'emploi.

Enfin, pour tenir compte du nouveau contexte, nous devons aménager la réforme de l'assurance chômage. Ce sera l'un des points que nous aborderons vendredi dans le cadre de la conférence du dialogue social.

Ce plan de relance sera un plan de reconquête économique et territorial. L'économie, c'est l'initiative et l'entreprise. Dès le début de la crise sanitaire, un soutien massif, sans précédent et sans équivalent en Europe a été apporté aux entreprises de notre pays. Avec des interventions

ciblées sur les filières stratégiques, comme l'automobile et l'aéronautique. Cette mobilisation nous a permis d'éviter le pire et doit nous permettre maintenant d'engager un travail de reconstruction.

La crise en a apporté une nouvelle confirmation : il faut en effet transformer notre appareil productif. Notre industrie s'est affaiblie. Nous avons vu certains de nos fleurons industriels et technologiques passer sous pavillon étranger sans que nous puissions, ou souhaitions, réagir. Nous sommes aujourd'hui trop dépendants de nos partenaires extérieurs, et insuffisamment présents sur certains secteurs stratégiques.

Nous consacrerons 40 milliards d'euros pour que cela change.

Nous allégerons les impôts qui pèsent sur la production en France, nous développerons sur notre territoire les technologies d'avenir, nous réduirons notre empreinte carbone, nous accélérerons la numérisation des entreprises et des administrations.

Dans de nombreux domaines, notre souveraineté économique doit également se construire à l'échelle de l'Europe. Nous travaillerons à une adaptation des règles de la concurrence européenne afin de favoriser l'émergence de champions industriels européens.

L'économie, ce sont aussi les territoires. Nous allons soutenir les investissements des collectivités territoriales orientés vers le développement durable et l'aménagement du territoire. Nous accélérerons en particulier tous les projets sur les réseaux qui permettent de structurer et de développer nos territoires : déploiement du très haut débit, modernisation des réseaux d'eau et d'assainissement, sauvegarde des petites lignes ferroviaires.

S'agissant du plan de rénovation urbaine visant à restaurer la République dans les quartiers et à permettre l'émancipation de leurs habitants, il faut que d'ici la fin 2021, les travaux aient effectivement démarré dans 300 des 450 quartiers concernés.

L'agenda rural sera également accéléré en priorisant notamment le déploiement du programme « petites villes de demain ».

Ce plan de relance sera un accélérateur puissant de la transition écologique. Le Gouvernement veut gagner la bataille pour le climat, la protection de la Nature et la biodiversité. Faire de l'économie française la plus décarbonée d'Europe. L'écologie n'est pas l'apanage d'une génération, d'une classe sociale, des quartiers de certaines villes ou d'un parti. L'écologie, c'est notre affaire à tous. Elle doit être créatrice de richesses : je crois en la croissance écologique, pas à la décroissance verte.

Le plan de relance intervient au moment où la Convention citoyenne sur le climat vient de rendre, au terme d'un remarquable travail, ses propositions. Celles – ci vont désormais faire l'objet de travaux associant les groupes parlementaires, les partenaires sociaux et les

administrations. Comme l'a annoncé le Président de la République, un projet de loi spécifique sera présenté à la concertation au début de l'automne.

Le plan de relance proposera de mobiliser plus de 20 milliards€ pour la rénovation thermique des bâtiments, pour réduire les émissions des transports et de nos industries, pour produire une alimentation plus locale et durable, pour soutenir les technologies vertes de demain comme les batteries, pour mieux recycler et moins gaspiller.

Nos entreprises doivent évoluer, et les investissements massifs du pacte productif vont les y aider. Nous pouvons redevenir une grande Nation industrielle grâce et par l'écologie. Mais la transition écologique interroge aussi le quotidien de chaque citoyen, sa façon de consommer, de se déplacer, de se loger. Rien ne serait plus inefficace ou injuste que de demander à certains de nos concitoyens, qui n'en ont tout simplement pas les moyens, de changer brutalement leur mode de consommation ou de déplacement. A nous de concilier transition écologique et pouvoir d'achat.

La solution, c'est d'accompagner individuellement les Français : en matière de logement, en finançant leur projet de rénovation thermique ; en matière de transport, grâce à la prime à la conversion, mais aussi en structurant mieux le marché de l'occasion et en s'appuyant sur la location longue durée. Tous les investissements dans les filières agricoles seront accélérés, afin de développer une alimentation de qualité, locale, accessible dans toutes les villes et villages de France.

Pour lutter contre l'artificialisation des sols, promouvoir les circuits courts et les petits commerces, nous mettrons en place un moratoire pour l'installation de nouveaux projets de centres commerciaux dans les zones périurbaines.

Le plan de relance prévoira des montants significatifs et inégalés en faveur d'un plan vélo très ambitieux et contractualisé avec les collectivités territoriales, qui en seront les maîtres d'ouvrage : investissement dans des infrastructures dédiées et les vélos électriques qui vont révolutionner l'usage de ce moyen de locomotion propre et excellent pour la santé dans toutes les villes et villages de France, et pas seulement dans les grandes villes.

Nous régulerons la publicité pour réduire les incitations à la surconsommation de produits polluants.

Mesdames et Messieurs, afficher des intentions c'est bien, prévoir les conditions de leur mise en œuvre concrète, c'est mieux. C'est donc dans les territoires que nous mettrons en application, chaque fois que cela sera possible, les mesures du plan de relance, de lutte contre le chômage, de reconquête de l'économie. Les collectivités locales, les partenaires sociaux, les forces vives

et les citoyens seront associés, responsabilisés, impliqués, dans un cadre organisé et contractualisé par bassin d'emploi ou territoire pertinent.

D'ici la fin de 2021, tous les territoires – les intercommunalités en milieu rural ou périurbain – les communes ou les agglomérations dans les zones urbaines – devront être dotées de contrats de relance et de développement écologiques avec des plans d'action concrets, chiffrés, mesurables : du développement des pistes cyclables à la lutte contre l'artificialisation des sols, de l'équipement des toitures photovoltaïques à la promotion du tri sélectif, de la lutte contre les gaspillages à la promotion des énergies renouvelables, du nettoyage des rivières aux économies d'eau, d'énergie et d'éclairage public. Les élus, les forces vives et les citoyens seront les acteurs de ces contrats territoriaux, dont l'Etat sera partenaire et financeur.

Je vous ai présenté les principaux axes de ce plan de relance. Son contenu précis devra être concerté, dans les toutes prochaines semaines, avec les partenaires sociaux et les collectivités territoriales, en particulier dans les collectivités et territoires d'outre – mer. Nous veillerons à soutenir les secteurs les plus touchés par la crise, notamment le tourisme, le sport et la culture. Les acteurs de ces secteurs, je le sais, ont particulièrement souffert de la crise et ils souffrent encore. Nous continuerons à les soutenir. C'est un enjeu économique, mais aussi s'agissant de la culture, un enjeu sociétal et démocratique.

J'invite chacun des groupes à me faire des propositions, avant que le Parlement ne soit amené à s'en saisir dans le cadre de ses prérogatives législatives. Ces mêmes institutions seront étroitement associées à sa mise en œuvre, afin d'en garantir la transparence et l'efficacité. Le Gouvernement présentera, tous les deux mois, un point précis de la mise en œuvre de ce plan de relance, de ses impacts et de ses résultats.

Je souhaite qu'une attention particulière soit portée à l'allègement et la simplification des procédures qui pourraient en retarder ou en contrarier l'application.

Les entreprises qui bénéficieront d'aides au titre de ce plan ou s'inscriront dans le cadre de l'activité partielle de longue durée, seront invitées à une stricte modération dans la distribution des dividendes, comme cela a déjà été le cas pendant la crise sanitaire. De la même manière, nous serons très exigeants sur les conditions de traitement des sous – traitants. Je souhaite enfin que le dialogue social s'empare sans délai des questions du partage de la valeur dans les entreprises et prévoit les conditions d'une relance de la participation et de l'intéressement.

100 milliards d'euros, ce n'est pas rien ! Mais c'est une nécessité économique. Bien – sûr, ce plan de relance aura aussi un coût pour nos finances publiques.

Dans une telle situation de crise, la réponse ne saurait être l'austérité budgétaire qui ne ferait qu'aggraver les choses. Autant nous devons assumer le sérieux budgétaire sur nos dépenses de

fonctionnement, autant nous devons assumer cet investissement massif qui intègre un soutien exceptionnel de l'Union européenne, ce qui n'avait pas été le cas lors de la crise de 2008.

Dépenser sans transformer, c'est de la dépense courante. Dépenser en transformant, c'est de l'investissement pour l'avenir. La part conjoncturelle de la dette, liée à la crise, fera l'objet d'un cantonnement.

Mesdames et Messieurs les députés, lutter contre la crise c'est donc prendre sans délai les mesures vigoureuses de protection et de relance que la situation commande. C'est également ressouder notre communauté nationale en confortant notre pacte social et républicain. Nous ne retrouverons pas l'unité sans une attention accrue aux plus vulnérables d'entre nous. Ils ont été davantage touchés par la crise sanitaire, révélant de vraies inégalités en santé. Ils seront également les plus fortement affectés par la crise économique.

Nous avons pris des mesures de soutien fortes pendant le confinement : aide à 4 millions de foyers précaires, aide aux jeunes, plan d'aide alimentaire d'urgence. La solidarité nationale doit continuer à jouer à plein, pour éviter une crise sociale majeure et des drames humains, individuels, désastreux. Des mesures de soutien pour nos concitoyens les plus précaires seront donc prises ; l'allocation de rentrée scolaire sera revalorisée de 100€, de façon exceptionnelle, dès la rentrée de septembre. Le plan pauvreté lancé par le précédent Gouvernement sera poursuivi et amplifié en fonction de l'évolution de la conjoncture.

Au – delà, c'est l'avenir de notre système de protection sociale qu'il nous faut consolider. La crise est venue nous rappeler combien il nous était précieux. Combien il est cœur du projet républicain. Ce système, ce sont nos aînés qui l'ont imaginé et bâti, en 1945. 70 ans plus tard, il est toujours debout. Mais il demande à être amélioré et renforcé. C'est d'abord le cas de notre système de santé qui a été rudement mis à l'épreuve au cours de la crise et justifie aujourd'hui un investissement inédit.

Lundi, nous avons signé un accord majoritaire d'une ampleur inédite, désormais entré dans l'histoire sous l'appellation du Ségur de la santé. Un engagement de revalorisation des personnels et de création d'emplois portant sur 8 milliards d'euros a été conclu. Chaque aide – soignant, chaque infirmière gagnera dès l'année prochaine au moins 200 euros nets en plus chaque mois. Et pourra même aller, pour beaucoup d'entre eux, jusqu'à 500 euros avec la généralisation d'une prime d'engagement collectif et la possibilité de faire des heures supplémentaires majorées. Ainsi, les femmes et les hommes – surtout les femmes d'ailleurs, plus nombreuses dans ces métiers – qui se sont battus en première ligne contre l'épidémie, accèdent enfin une rémunération à la hauteur de leur investissement quotidien auprès des

Français. S'y ajouteront 13 milliards de reprise de la dette hospitalière et 6 milliards de soutien supplémentaire en investissement pour notre système de santé.

L'objectif est de donner davantage de souplesse aux établissements, d'intégrer la qualité des soins dans les règles de financement des hôpitaux et des médecins de ville, de mettre l'accent sur la prévention notamment en développant les actions sport – santé et d'impliquer davantage les élus des territoires à la gestion du système de santé. Encore et toujours l'entrée par les territoires.

C'est également en partant des territoires que nous progresserons sur le sujet de l'accès à un médecin de ville. Ce sujet est primordial pour nos concitoyens et vous le savez. Il faut évidemment attirer davantage de médecins dans nos territoires, il faut surtout permettre à ceux qui y exercent déjà de travailler autrement, avec moins de charges administratives et plus de temps médical, et ainsi pouvoir suivre davantage de patients. Il faut aussi développer la télémédecine qui a connu un essor spectaculaire pendant la crise du Covid et dont il faut maintenant consolider la place dans les pratiques médicales.

En matière de retraites, la crise nous invite plus que jamais à poursuivre nos objectifs vers un système plus juste et plus équitable, notamment pour les femmes et pour les travailleurs modestes, passant par la création d'un régime universel. Cela implique clairement la disparition à terme des régimes spéciaux tout en prenant pleinement en considération la situation des bénéficiaires actuels de ces régimes.

Mais je constate que les modalités de cette réforme ont généré de l'inquiétude et de l'incompréhension. Je proposerai donc aux partenaires sociaux comme aux parlementaires que la concertation reprenne afin d'améliorer le contenu comme la lisibilité de cette réforme nécessaire, en la distinguant très clairement de toute mesure financière, appelée parfois paramétrique.

Autre réforme nécessaire qui sera mise au crédit de ce gouvernement et d'une majorité que j'espère la plus large possible, la création du cinquième risque de la sécurité sociale pour la prise en charge de la dépendance liée au grand âge, qui constituera une avancée historique. Je souhaite que les travaux engagés puissent se poursuivre selon des modalités arrêtées en lien avec les partenaires sociaux. Cette avancée, si souvent annoncée, si longtemps attendue, devra aboutir avant la fin du quinquennat.

Vouloir préserver notre pacte social nous oblige aussi à en garantir la soutenabilité dans la durée. La crise économique qui nous frappe se traduira par un déficit de la sécurité sociale qui devrait dépasser 50 milliards d'euros en 2020. C'est évidemment considérable mais nous devons faire la part des choses : ce qui relève d'une dégradation conjoncturelle liée aux

circonstances exceptionnelles de la crise n'a pas vocation à peser sur nos niveaux de couverture sociale et sera donc financé dans le cadre de la « dette Covid » ; ce qui révélerait une dégradation plus structurelle de nos comptes sociaux exigera des mesures de retour vers l'équilibre. Nous en parlerons vendredi prochain avec les partenaires sociaux pour définir une méthode et un calendrier.

Mais je veux vous dire dès aujourd'hui ma conviction. Il n'est pas envisageable, dans le contexte que nous traversons, de demander aux Français un effort fiscal supplémentaire. Il n'est pas davantage indiqué de prendre à court terme des dispositions qui viendraient contrarier la préservation de l'emploi et la lutte contre le chômage qui sont nos priorités. C'est en favorisant le retour à une croissance riche en emplois et en travaillant davantage que nous pourrons restaurer les équilibres dans la durée.

Autant que notre protection sociale, notre pacte républicain constituera le plus solide des remparts contre la crise. Plus que jamais, il est de notre devoir collectif de le conforter.

Le premier rempart de notre République, c'est l'école. La France peut être fière de son corps enseignant. Depuis trois ans, une profonde refondation de l'école a été engagée. Nous la poursuivrons à la rentrée de 2020, en ciblant notre action sur les enfants qui ont décroché durant le confinement. Je veux dire ici aussi mon attachement à l'éducation artistique, au sport à l'école et enfin, et j'y insiste, à l'école inclusive : je serai extrêmement vigilant à la scolarisation des élèves handicapés à la rentrée, eux qui ont été plus que les autres impactés par les mois de confinement.

Trois de mes grands – parents étaient instituteurs, ma mère était institutrice et si je suis devant vous aujourd'hui, je le dois à l'école républicaine. L'égalité des chances, doit non seulement être un idéal mais aussi une réalité.

En matière d'égalité femmes – hommes, ce quinquennat et la majorité parlementaire sont à la tête d'un bilan très positif que nous entendons bien poursuivre et amplifier, notamment s'agissant des conditions de travail, d'activité et de rémunération.

La République, c'est la laïcité comme valeur cardinale, comme fer de lance de la cohésion de la société. Mon Gouvernement la défendra avec intransigeance. Aucune religion, aucun courant de pensée, aucun groupe constitué ne peut s'approprier l'espace public et s'en prendre aux lois de la République. En particulier, il faut nommer les choses telles qu'elles sont, lutter contre l'islamisme radical sous toutes ses formes est et demeure l'une de nos préoccupations majeures. Tout le Gouvernement est concerné.

Il ne saurait davantage être toléré que des minorités ultra violentes s'en prennent aux forces de sécurité et viennent désormais systématiquement ternir les manifestations sur la voie publique et leurs revendications légitimes.

Les violences commises dans les quartiers des Grésilles et de Chenôve à Dijon, l'attaque ignoble contre un chauffeur de bus à Bayonne, les guet – apens tendus aux représentants des forces de l'ordre et à nos pompiers dans certains quartiers, les trafics en bas des cages d'escaliers, la banalisation de la délinquance du quotidien est autant de faits inacceptables qui exaspèrent les Français. Ils appellent une réponse de l'État ferme et sans complaisance.

Il n'est pas davantage acceptable que des violences soient perpétrées sur des personnes à raison de leur pratique religieuse, de leur orientation sexuelle ou de leur couleur de peau. Toutes ces formes de violence notamment conjugale, de discrimination, de racisme, d'antisémitisme seront combattues avec la dernière énergie.

Un projet de loi sur la lutte contre les séparatismes sera présenté en conseil des ministres à la rentrée pour éviter que certains groupes ne se referment autour d'appartenances ethniques ou religieuses.

A nos policiers et gendarmes, à toutes les forces de sécurité et à tous les acteurs de la prévention, je souhaite exprimer au nom de la Nation mon profond respect et ma gratitude. Ils forment la première ligne de l'ordre républicain et exercent leur mission dans des circonstances qui sont parfois extrêmement délicates. Je veillerai, à ce qu'ils puissent obtenir tous les moyens, matériels et humains, nécessaires pour conduire leur mission, à ce qu'ils puissent être là où ils sont attendus, sur le terrain, en les déchargeant de tâches administratives, parfois chronophages. Je ne peux parler de ceux qui protègent les Français sans évoquer le rôle fondamental de nos armées. Dans le combat contre les ennemis de la liberté et le terrorisme, elles portent haut les couleurs de la France. Qu'elles soient déployées sur le sol national ou au Sahel, en Centrafrique, en Irak, elles sont l'honneur de notre Patrie. Je souhaite rendre hommage à leur sens du sacrifice et à leur courage, essentiels pour assurer la paix et la sécurité. Le Président de la République a engagé avec la loi de programmation militaire 2019 – 2025 une remontée en puissance historique de nos armées.

Au cœur du pacte républicain et des responsabilités de l'Etat se trouve l'autorité judiciaire. L'indépendance de la justice est le socle de notre Etat de droit. Le respect du contradictoire et de la présomption d'innocence constituent les garanties fondamentales de nos libertés. Et la célérité et l'effectivité du service public de la justice sont les conditions de la paix sociale et du respect des victimes.

Plus que jamais, ses moyens d'action doivent être renforcés pour la rendre accessible, compréhensible, et efficace. Des efforts importants ont d'ores et déjà été engagés par la loi de programmation et de réforme de la justice votée par l'actuelle majorité. Je demanderai au Parlement d'en accélérer la réalisation dès le vote du budget 2021.

De même que la police de sécurité du quotidien devra se déployer beaucoup plus fortement, je souhaite aussi promouvoir la justice de la vie quotidienne. Dans beaucoup de territoires, la petite délinquance, les petites incivilités, le tag, l'insulte, le petit trafic, les troubles à ce que le code communal appelle la tranquillité publique, se sont développés au point de gâcher la vie des gens. Ils se sont développés car, faute de réponse judiciaire, une forme d'impunité s'est installée. Et elle s'est installée par manque de reconnaissance et de moyens accordés par l'Etat à l'autorité judiciaire. Dans les renforcements que je demanderai dès 2021 à la Représentation nationale de voter, j'ai demandé au Garde des Sceaux d'en flécher pour créer dans les territoires des juges de proximité affectés à la répression de ces incivilités du quotidien.

Mesdames et Messieurs les députés, voici donc les valeurs et les principes qui guideront l'action du Gouvernement que j'ai l'honneur de diriger sous l'autorité du Président de la République. Celui – ci a été élu en 2017 avec une ambition claire : dire la vérité, travailler avec toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté, obtenir des résultats concrets le plus rapidement possible. Ce projet demeure plus que jamais d'actualité et je souhaite, avec vous, que nous fassions avancer la France.

Les défis qui se présentent à nous sont immenses. Mais j'ai confiance dans notre pays et dans les Français pour les relever. J'ai confiance dans notre ingéniosité collective, dans notre énergie, dans notre capacité à rebâtir un esprit de conquête. J'ai confiance en notre capacité à nous unir pour faire vivre notre modèle républicain et permettre à la France de surmonter cette nouvelle épreuve. Oui, notre pays doit être uni pour affronter les temps difficiles qu'il traverse. Je tends la main aux représentants de la Nation, aux partenaires sociaux, aux forces vives, aux territoires, à tous nos concitoyens pour qu'ils puissent s'impliquer le plus largement dans l'œuvre de protection et de reconquête que je vous propose d'engager aujourd'hui.

J'ai assemblé autour de moi un gouvernement de combat. Un gouvernement de femmes et d'hommes plus déterminés que jamais à travailler au plus près du terrain, dans une logique de concertation et de proximité qui est la raison d'être de ce gouvernement.

Nous avons 600 jours devant nous. 600 jours pour protéger les Français, leurs emplois et leur pouvoir d'achat face à la crise. 600 jours pour réinventer nos façons de faire et mettre l'écologie au cœur de notre action et de nos territoires. 600 jours pour rétablir l'autorité de l'Etat et préserver notre pacte social. 600 jours pour bâtir les fondations de la France de demain.

Dans ces temps troublés, nous avons une boussole : la République. La République c'est notre ciment, la République c'est notre espérance. C'est elle qui doit unir les Français, qui doit assurer leur protection, libérer leurs énergies, aiguïser leur sens des responsabilités et leur goût d'entreprendre, incarner les promesses de la justice et du progrès social.

Conformément à l'article 49 de la Constitution, après y avoir été autorisé par le Conseil des ministres, j'engage la responsabilité de mon Gouvernement sur cette déclaration de politique générale.

Diskursna analiza *Izjave o općoj politici* premijera g. Jean Castexa u Nacionalnoj skupštini održanog 15. srpnja 2020. godine.

Sažetak :

Ovaj diplomski rad bavi se analizom političkog diskursa, s posebnim fokusom na govor francuskog premijera Jean Castexa, održan 15. srpnja 2020. godine u francuskoj Nacionalnoj skupštini. Rad koristi interdisciplinarni pristup, koji uključuje lingvistiku govora, kritičku analizu govora i socijalnu semiotiku, kako bi se istražilo kako se govor koristi kao alat za oblikovanje javne percepcije, uspostavljanje moći i reprodukciju društvenih ideologija.

Kao teorijska osnova, rad se oslanja na radove Sylvia Bendel Larcher, posebno njeno djelo "Diskurslinguistik". Bendel Larcher razvija sveobuhvatan metodološki okvir za analizu diskursa, koji integrira različite discipline i omogućava dubinsko razumijevanje jezičnih struktura i njihovih društvenih funkcija. Njen rad je bio ključan za razvoj metodologije korištene u ovom radu, koja obuhvaća analizu tekstualnih, sintaktičkih, leksičkih i pragmatičkih aspekata diskursa, kao i kontekstualnu analizu koja povezuje diskurs sa širim društvenim, političkim i kulturnim okvirom.

Analiza u radu obuhvaća nekoliko razina: tekstualnu razinu, na kojoj se ispituju struktura govora, izbor riječi i sintaksa; govorna razina, gdje se analiziraju ponavljajući obrasci u govoru; i društvena razina, gdje se ispituje kako diskurs reflektira i utječe na društvene odnose moći. Posebna pažnja je posvećena strategijama koje politički lideri koriste kako bi oblikovali javni diskurs i usmjerili društvene promjene u skladu sa svojim političkim ciljevima.

Cilj rada je doprinos boljem razumijevanju uloge jezika u političkim procesima, pokazavši kako politički diskurs nije samo sredstvo komunikacije, već i moćan alat za društveno oblikovanje i kontrolu. Rad zaključuje da je analiza govora neophodna za razumijevanje dinamike moći u društvu i uloge koju jezik ima u oblikovanju društvenih realnosti.

Ključne riječi: 1. Analiza govora, 2. Politički govor, 3. Jean Castex, 4. Nacionalna skupština, 5. Sylvia Bendel Larcher

L'analyse discursive de la *Déclaration de politique générale* du Premier ministre M. Jean Castex dans l'Assemblée nationale proclamé le 15 juillet 2020.

Résumé :

Ce travail se concentre sur l'analyse du discours politique, en prenant comme étude de cas le discours du Premier ministre français Jean Castex, prononcé le 15 juillet 2020 à l'Assemblée nationale. Le travail adopte une approche interdisciplinaire, intégrant la linguistique du discours, l'analyse critique du discours et la sémiotique sociale, pour explorer comment le discours est utilisé comme un outil pour façonner la perception publique, établir le pouvoir et reproduire les idéologies sociales.

Les théories et les concepts développés par Sylvia Bendel Larcher, notamment dans son ouvrage « Diskurslinguistik », constituent la base théorique de ce mémoire. Bendel Larcher propose un cadre méthodologique complet pour l'analyse du discours, qui intègre diverses disciplines et permet une compréhension approfondie des structures linguistiques et de leurs fonctions sociales. Son travail est fondamental pour la méthodologie utilisée dans cette étude, qui inclut l'analyse textuelle, syntaxique, lexicale et pragmatique, ainsi que l'analyse contextuelle reliant le discours à des cadres sociaux, politiques et culturels plus larges.

L'analyse est structurée en plusieurs niveaux : le niveau textuel, où sont examinées la structure du discours, le choix des mots et la syntaxe ; le niveau discursif, qui analyse les schémas récurrents dans le discours ; et le niveau social, qui explore comment le discours reflète et influence les relations de pouvoir dans la société. Une attention particulière est accordée aux stratégies utilisées par les leaders politiques pour façonner le discours public et orienter les changements sociaux en fonction de leurs objectifs politiques.

L'objectif de ce travail est de contribuer à une meilleure compréhension du rôle du langage dans les processus politiques, en montrant que le discours politique n'est pas seulement un moyen de communication, mais aussi un puissant outil de façonnage social et de contrôle. Le mémoire conclut que l'analyse du discours est essentielle pour comprendre la dynamique du pouvoir dans la société et le rôle que le langage joue dans la construction des réalités sociales.

Mot clés : 1. Analyse du discours, 2. Discours politique, 3. Jean Castex, 4. Assemblée nationale, 5. Sylvia Bendel Larcher

The discursive analysis of the speech *General Policy Statement* delivered by the Prime Minister Mr. Jean Castex on July 15, 2020 in the French National Assembly

Abstract:

This thesis focuses on the analysis of political discourse, using as a case study the speech delivered by French Prime Minister Jean Castex on July 15, 2020, at the National Assembly. The work adopts an interdisciplinary approach, integrating discourse linguistics, critical discourse analysis, and social semiotics, to explore how discourse is used as a tool to shape public perception, establish power, and reproduce social ideologies.

The theories and concepts developed by Sylvia Bendel Larcher, particularly in her book "Diskurslinguistik," form the theoretical basis of this thesis. Bendel Larcher proposes a comprehensive methodological framework for discourse analysis, which integrates various disciplines and allows for an in – depth understanding of linguistic structures and their social functions. Her work is fundamental to the methodology used in this study, which includes textual, syntactical, lexical, and pragmatic analysis, as well as contextual analysis that links the discourse to broader social, political, and cultural frameworks.

The analysis is structured on several levels: the textual level, where the structure of the discourse, word choice, and syntax are examined; the discursive level, which analyses recurring patterns in the discourse; and the social level, which explores how the discourse reflects and influences power relations in society. Particular attention is given to the strategies used by political leaders to shape public discourse and guide social change according to their political objectives.

The goal of this work is to contribute to a better understanding of the role of language in political processes, demonstrating that political discourse is not just a means of communication but also a powerful tool for social shaping and control. The thesis concludes that discourse analysis is essential for understanding the dynamics of power in society and the role that language plays in constructing social realities.

Key words: 1. Discourse analysis, 2. Political speech, 3. Jean Castex, 4. National Assembly, 5. Sylvia Bendel Larcher